

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 409

[C - 98/21034]

Arrêt n° 4/98 du 21 janvier 1998

Numéros du rôle : 1015 et 1077

En cause : les recours en annulation des articles 61 à 78 et 82 du décret-programme de la Communauté française du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel, introduits par la société anonyme de droit français Télévision française 1.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du référendaire faisant fonction de greffier R. Moerenhout, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet des recours

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 novembre 1996 et parvenue au greffe le 2 décembre 1996, la société anonyme de droit français Télévision française 1, en abrégé T.F.1., dont le siège social est établi à F-75015 Paris, rue Vaugelas 33, a introduit un recours en annulation des articles 61 à 78 et 82 du décret-programme de la Communauté française du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel (publié au *Moniteur belge* du 16 octobre 1996).

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1015 du rôle de la Cour.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 avril 1997 et parvenue au greffe le 15 avril 1997, la société anonyme de droit français Télévision française 1, en abrégé T.F.1., dont le siège social est établi à F-75015 Paris, rue Vaugelas 33, a introduit un recours en annulation des articles 61 à 78 et 82 du décret-programme de la Communauté française du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel (publié au *Moniteur belge* du 16 octobre 1996).

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1077 du rôle de la Cour.

II. La procédure

a. L'affaire portant le numéro 1015 du rôle

Par ordonnance du 2 décembre 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 6 janvier 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 1997.

Le Gouvernement de la Communauté française, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 20 février 1997.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 26 février 1997.

La société anonyme de droit français Télévision française 1 a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 28 mars 1997.

b. L'affaire portant le numéro 1077 du rôle

Par ordonnance du 15 avril 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 7 mai 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 13 mai 1997.

Le Gouvernement de la Communauté française, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 23 juin 1997.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 14 août 1997.

La société anonyme de droit français Télévision française 1 a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 15 septembre 1997.

c. Les affaires jointes portant les numéros 1015 et 1077 du rôle

Par ordonnance du 16 avril 1997, la Cour a joint les affaires.

Par ordonnances des 29 mai 1997 et 25 novembre 1997, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 29 novembre 1997 et 29 mai 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 15 octobre 1997, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 12 novembre 1997.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 16 octobre 1997.

A l'audience publique du 12 novembre 1997 :

— ont comparu :

. Me J.-P. Hordies, Me A. Maqua et Me E. Gillet, avocats au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;

. Me D. Garabedian, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

— les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des dispositions attaquées*

L'article 61 du décret du 25 juillet 1996 porte un certain nombre de définitions.

L'article 62, § 1^{er}, dispose comme suit :

« Il est établi une taxe sur la publicité télévisée :

a) diffusée par un organisme de radiodiffusion télévisuelle dont le taux d'audience annuel moyen en Région de langue française est supérieur à 10 p.c., et

b) transmise par les réseaux de télédistribution ou par satellite et reçue en Région de langue française. »

La taxe est fixée à 1.500 francs par minute de publicité télévisée émise pendant l'année civile précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition.

L'article 62, § 2, dispose comme suit :

« Le Gouvernement peut adapter le taux visé au § 1^{er}, a), après avoir pris l'avis de la commission d'éthique de la publicité. »

L'article 64 dispose comme suit :

« La taxe est fixée à 1.500 francs par minute de publicité télévisée visée à l'article 62, § 1^{er}, émise pendant l'année de référence. »

L'article 65, § 1^{er}, dispose comme suit :

« La taxe est due par l'organisme de radiodiffusion télévisuelle qui diffuse la publicité télévisée. »

L'article 65, § 2, institue un mécanisme de solidarité dans la déduction de la taxe entre organismes de radiodiffusion télévisuelle appartenant à un même groupe, le groupe étant repris au rang des définitions figurant à l'article 61, et plus particulièrement au paragraphe 6.

Les articles suivants attaqués du décret établissent la procédure de détermination de la base imposable, d'enrôlement, de paiement et de recouvrement, en ce compris le contentieux.

L'article 71 du décret dispose que les redevables de la taxe qui n'ont pas d'établissement stable en Belgique sont tenus de faire agréer par les services du Gouvernement de la Communauté française un représentant responsable résidant en Belgique, lequel s'engage personnellement par écrit envers la Communauté française au paiement de la taxe et des intérêts de retard qui pourraient lui être dus.

L'article 78 du décret dispose que pour l'exercice d'imposition 1997, l'année de référence servant de base de calcul à l'établissement de la taxe est exceptionnellement l'année 1995.

L'article 82 du décret-programme dispose que les articles dont l'annulation est demandée aux termes du recours examiné par la Cour entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

IV. *En droit*

— A —

Quant au fond

Requête dans l'affaire portant le numéro 1015 du rôle

A.1. Trois moyens sont invoqués à l'appui du premier recours introduit. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ainsi que des principes généraux de libre circulation des biens et des services et d'union économique et d'unité monétaire, seuls ou en combinaison avec les dispositions et principes précités des articles 30, 56, 59 et 60 du Traité C.E., ainsi que de la directive « Télévision sans frontières ». Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 ainsi que de l'article 170, § 2, de la Constitution.

En ce qui concerne le premier moyen

A.2.1. Le premier moyen est divisé en quatre branches.

A.2.2. La première branche est prise de la discrimination créée, par les dispositions entreprises, entre les organismes de radiodiffusion télévisuelle qui sont transmis et reçus par un réseau de câblodistribution et les organismes de radiodiffusion télévisuelle dont les émissions sont reçues par satellite, alors que la taxe est due — dans son principe — tant par les premières que par les secondes. En visant les émissions de publicité télévisée transmises aussi bien par satellite que par câblodistribution, le Conseil de la Communauté française a établi une égalité purement formelle, qui ne repose dans les faits sur aucun fondement, et qui viole par conséquent le principe de non-discrimination.

Il apparaît en effet clairement que les organismes de radiodiffusion télévisuelle dont les émissions sont reçues essentiellement par satellite ne seront pas taxés en réalité, dès l'instant où les possibilités de recouvrement de la taxe à l'égard des chaînes satellitaires relèvent de la fiction.

En revanche, l'acte de câblodistribution donne lieu à la perception de droits d'auteur et de droits voisins dans le chef de l'organisme de radiodiffusion. C'est le cas, en Belgique, notamment de T.F.1. qui perçoit donc des revenus consécutifs à la retransmission de ses programmes sur le câble belge, indépendamment de la diffusion de messages publicitaires.

La recherche d'une « assiette » de recouvrement ne fait donc aucune difficulté puisqu'il suffira à la Communauté française de Belgique de saisir et d'exécuter la contrainte sur les revenus issus de la retransmission des programmes de la requérante sur le câble belge.

A l'inverse, les chaînes étrangères diffusées par voie satellitaire exclusivement n'ont, en Belgique, pas d'« assiette » de recouvrement. L'éventuelle taxe sur la publicité ne pourra donc être recouvrée à l'encontre de ces chaînes, à défaut de disposer de revenus saisissables sur le territoire belge.

A.2.3. La deuxième branche du moyen renvoie aux travaux préparatoires du décret-programme qui se font l'écho de la discrimination que les dispositions entreprises créent entre les organismes de radiodiffusion télévisuelle et les autres organismes qui diffusent de la publicité, parmi lesquels : les organismes de radiodiffusion, la presse écrite, le cinéma et de manière générale tous les organismes et toutes les entreprises généralement quelconques qui diffusent des messages publicitaires.

Compte tenu des parts de marché des principaux supports média, pour l'ensemble du pays, c'est le média T.V. qui va nécessairement se révéler plus onéreux à terme. Le montant de la taxe fixée aujourd'hui à 1.500 francs belges par minute de publicité télévisée ne peut être retenu comme un élément pondérateur des conséquences de la discrimination décrite ci-avant. Il faut, en effet, être attentif au fait que pour T.F.1., l'enjeu économique de la taxe s'élève à près de 80.000.000 de francs belges par an. Par ailleurs, suivant l'article 62, § 2, du décret-programme, le Gouvernement peut adapter le taux de la taxe après avoir pris l'avis de la Commission d'éthique de la publicité.

La taxe litigieuse entraînera par conséquent nécessairement un transfert des investissements publicitaires soit d'une télévision dont les espaces publicitaires sont taxés vers une télévision dont les espaces publicitaires ne sont pas taxés, soit encore entraînera un transfert d'un support médiatique vers un autre, au détriment des organismes de radiodiffusion télévisuelle taxés.

La discrimination entre supports média ne peut être justifiée au regard de l'objectif poursuivi par le législateur communautaire, à savoir procurer des ressources au budget général de la Communauté. Dans cette perspective, on peut se demander pourquoi seule la publicité télévisée est sollicitée pour alimenter ce budget. Ni la nature de cette publicité, ni celle des organismes qui la diffusent, ni aucune considération tirée du marché considéré ne permettent de vérifier l'adéquation de la mesure contestée avec le but que poursuit cette mesure.

En réalité, la taxe sur la publicité n'est qu'une nouvelle tentative de cloisonnement du marché publicitaire belge après le démantèlement de la s.a. T.V.B., régie publicitaire commune aux organismes de radiodiffusion télévisuelle de la Communauté française, et la condamnation du Royaume de Belgique par la Cour de justice des Communautés européennes par son arrêt du 10 septembre 1996 (Aff. C-11/95 — Commission des Communautés européennes contre Royaume de Belgique, 10 septembre 1996).

La taxe sur la publicité ne vise donc pas à taxer les revenus tirés de l'exploitation du marché publicitaire belge puisqu'elle taxe le temps de diffusion du message de publicité quelle qu'en soit l'origine et indépendamment de l'exploitation ou non du marché publicitaire belge par le diffuseur. Le but poursuivi est bien de pénaliser les organismes de radiodiffusion étrangers drainant beaucoup d'audience et donc menaçants pour les opérateurs nationaux.

A.2.4. La troisième branche du moyen est prise de l'exclusion de leur champ d'application, par les dispositions entreprises du décret, de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

La Communauté française étant compétente non seulement en région de langue française, mais également, dans les matières qui la concernent, dans la région de Bruxelles-Capitale, la question se pose de savoir pour quelle raison elle a limité le champ d'application du décret. Il en résulte que des organismes de radiodiffusion télévisuelle dont les émissions ne seraient reçues que dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, et en dépit du fait que leurs émissions seraient diffusées en langue française ou reçues par un public francophone, ne seraient pas débiteurs de la taxe, ce qui constitue absolument une anomalie lorsque l'on sait que la Communauté française est compétente à leur égard.

A.2.5. La quatrième branche du moyen est prise de ce que l'article 71 du décret attaqué posera des problèmes juridiques et pratiques aux organismes de radiodiffusion télévisuelle extérieurs. T.F.I., en particulier, ne voit pas comment répondre aux exigences de cette disposition, qui crée par conséquent une discrimination injustifiée et injustifiable, entre les organismes de radiodiffusion télévisuelle ayant un établissement stable en Belgique, et les organismes étrangers. Si, en vertu de l'article 191 de la Constitution, la loi peut créer des régimes distincts en faveur ou au détriment des étrangers, ce ne peut être que dans la mesure où la différence de traitement par rapport aux Belges soit susceptible de justification objective et raisonnable, cette justification devant s'apprécier par rapport aux buts et aux effets de la mesure considérée. La réglementation litigieuse viole directement les articles 52 et 59 du Traité C.E. en ce qu'elle contient une discrimination indirecte entre les chaînes de télévision de la Communauté française de Belgique et les chaînes de télévision étrangères ressortissantes de l'Union européenne.

Elle est donc contraire au principe constitutionnel de non-discrimination.

En ce qui concerne le deuxième moyen

A.3.1. Le deuxième moyen est divisé en deux branches.

A.3.2. La première branche fait état de ce que le décret ne respecte pas l'interdiction de restriction à la libre circulation des services ni selon le droit européen ni selon le droit belge. Le décret porte également atteinte à la libre circulation des biens. En effet, les organismes de radiodiffusion télévisuelle, qui tirent une partie de leurs ressources de la commercialisation d'espaces publicitaires, transféreront dans leurs prix la taxe communautaire, celle-ci étant à son tour reportée, par les agences de publicité, sur les producteurs de biens ou prestataires de services qui utilisent ce média.

Selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, l'article 59 du Traité C.E. exige non seulement l'élimination de toute restriction à l'encontre du prestataire, à raison de sa nationalité ou de sa résidence, lorsqu'elle est de nature à prohiber ou à gêner autrement les activités du prestataire de service, sur le territoire d'accueil de l'activité concernée. Les seules exceptions possibles sont celles visées à l'article 56 du Traité, qui sont d'interprétation restrictive et qui, selon la Cour de justice, ne peuvent relever « d'objectifs de nature économique, lesquels ne peuvent être considérés comme des raisons d'ordre public au sens de l'article 56 ».

Non seulement les échanges entre Etats membres de l'Union européenne seront inévitablement affectés par les dispositions litigieuses du décret, mais encore la libre prestation des services entre les diverses composantes de l'Etat belge. La Communauté française, en effet, n'a pas respecté les dispositions de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. En ne frappant d'une taxe que les seuls messages publicitaires diffusés en région de langue française, à l'exclusion des mêmes messages qui sont diffusés dans la Communauté flamande (qui représentent 59,4 % du marché des foyers câblés en Belgique), dans la Communauté germanophone (0,4 % du marché) et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale (9,7 % du marché), les dispositions litigieuses ne respectent pas les principes généraux inscrits dans l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi susvisée, principes qui s'appliquent non seulement aux régions mais à l'ensemble des composantes de l'Etat belge.

A.3.3. La seconde branche du deuxième moyen soutient que les dispositions attaquées du décret ne respectent pas davantage le principe de l'union économique et de l'unité monétaire en tant que celui-ci vise aussi l'exercice des compétences fiscales. La Cour d'arbitrage a d'ailleurs eu, à plusieurs reprises, l'occasion de sanctionner les violations commises lors de cet exercice.

A.3.4. Sur les deux branches réunies du moyen, il faut constater que le législateur spécial belge a voulu qu'il y ait une parfaite continuité entre l'union économique et l'unité monétaire belge, d'une part, et les autres dispositifs internationaux de ces unions d'autre part (Traité de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, du Benelux, de l'Union européenne et du Fonds monétaire européen). En tant que le Traité C.E. est concerné, il y a lieu, à titre subsidiaire, que la Cour d'arbitrage pose à la Cour de justice des Communautés européennes, en vertu de l'article 177 du Traité, une question qui pourrait être formulée comme suit :

« Les articles 30, 56, 59 et 60 du Traité sur l'Union européenne doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils permettent à un Etat membre d'adopter des dispositions réglementaires telles que le décret-programme de la Communauté française du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel qui établit une taxe sur la publicité télévisée :

a) diffusée par un organisme de radiodiffusion télévisuelle dont le taux d'audience annuel moyen en région de langue française est supérieur à 10 p.c. et,

b) transmise par les réseaux de télédistribution ou par satellite et reçue en région de langue française, et qui prévoit que les redevables de la taxe qui n'ont pas d'établissement stable en Belgique sont tenus de faire agréer par les services du Gouvernement de la Communauté française un représentant responsable résidant en Belgique, lequel s'engage personnellement par écrit envers la Communauté française au paiement de la taxe et des intérêts de retard qui pourraient lui être dus ? »

En ce qui concerne le troisième moyen

A.4.1. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 170, § 2, de la Constitution.

A.4.2. L'article 62 du décret attaqué établit une taxe sur la publicité télévisée diffusée par un organisme de radiodiffusion télévisuelle dont le taux d'audience annuel moyen en région de langue française est supérieur à dix pour cent. Le deuxième paragraphe de cette disposition permet d'adapter le taux de dix pour cent après avoir pris l'avis de la Commission d'éthique de la publicité.

La taxe portée par le décret est bien un impôt au sens de l'article 172 de la Constitution. L'habilitation qui est donnée au Gouvernement de la Communauté française de fixer le seuil d'application de la taxe a pour effet de permettre au Gouvernement d'atteindre les redevables qu'il souhaite atteindre, et ce en fonction de leur taux d'audience, tel qu'il évolue d'une année à l'autre. Il existe donc entre les destinataires du décret litigieux et les autres contribuables une différence de traitement en ce qui concerne l'autorité habilitée à déterminer l'applicabilité de l'impôt.

Une telle différence de traitement n'est pas susceptible de trouver une justification, compte tenu de l'article 170 de la Constitution, puisque cette disposition garantit, sans exception, à tout citoyen ou à toute personne dont l'activité pourrait être soumise à un impôt établi en Belgique, qu'ils ne seront pas soumis à un tel impôt sans que celui-ci ait été décidé par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

Requête dans l'affaire portant le numéro 1077 du rôle

A.5. Deux moyens complémentaires au premier recours font l'objet du « recours en annulation complémentaire » introduit par la même partie requérante contre les mêmes dispositions du décret attaqué. Les deux recours ayant été joints, les deux moyens complémentaires seront respectivement examinés en tant que quatrième et cinquième moyens. De même, les deux mémoires introduits respectivement par le Gouvernement de la Communauté française et par la partie requérante seront examinés avec les mémoires que les parties avaient introduits dans le cadre du premier recours.

En ce qui concerne le quatrième moyen

A.6.1. Le quatrième moyen est pris de la violation de l'article 127 de la Constitution et particulièrement de son paragraphe 2.

A.6.2. En principe, les émissions de télévision sont des services fournis aux téléspectateurs. Toutefois, en ce qui concerne les émissions qui contiennent de la publicité pour des biens et des services, c'est à l'annonceur et non au public que l'organisme de publicité fournit un service. Ce service est traité comme tel par le droit positif, notamment par le droit fiscal. La T.V.A. est due par l'annonceur sur le montant qui lui est facturé par l'organisme de télévision, et l'annonceur récupérera la taxe payée lors de la vente aux consommateurs du produit ou du service pour lequel il a fait procéder à une annonce publicitaire. C'est ainsi que le service relatif à l'émission de messages publicitaires a été défini par la Cour de justice des Communautés européennes dans son arrêt « Bond van adverteerders » du 26 avril 1988.

La requérante n'exploite pas le marché publicitaire belge. Or, elle doit, en raison de la généralité de la réglementation établie par la Communauté française, payer la taxe qui y est prévue.

En taxant de manière générale toute publicité télévisée diffusée par un organisme de radiodiffusion télévisuelle transmise et reçue en région de langue française, la Communauté française a taxé une prestation de service faisant l'objet d'une relation juridique et économique intégralement située en dehors du territoire de la Communauté française tel qu'il est décrit par l'article 127 de la Constitution pour définir la compétence *ratione loci* de la Communauté française. En vertu de cette disposition, les décrets de la Communauté française « ont force de loi dans la région de langue française, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre Communauté ». Or, si les Conseils des communautés peuvent déterminer le critère ou les critères en application desquels l'objet des normes qu'ils adoptent est localisé, selon eux, dans leur aire de compétence, les critères choisis sont toutefois soumis au contrôle de la Cour d'arbitrage, laquelle a pour mission de veiller à ce que les Conseils n'excèdent ni leurs compétences matérielles ni leurs compétences territoriales.

En matière fiscale, le « service » peut être le fait soumis à taxation. C'est ce qui fait l'objet de la norme qui établit la taxe. Les décrets de la Communauté française n'ayant force de loi que dans l'aire définie par l'article 127, § 2, de la Constitution, ils ne peuvent prétendre taxer des faits qui ne sont pas situés intégralement dans cette aire, voire, comme en l'occurrence, qui n'y sont pas situés du tout. En effet, non seulement chacun des partenaires de la relation qui se noue pour permettre la prestation de services est situé en France, mais l'objet même de la prestation est étranger à la Belgique. Cette prestation est, du reste, déjà taxée par le législateur français, ce qui soumet le même message publicitaire à deux impôts identiques, situation constitutive d'une violation de la règle *non bis in idem*. Cette violation est toutefois commise par le législateur de la Communauté française et non par le législateur de la République française, celui-ci taxant légitimement une relation nouée en France en vue d'une prestation à effectuer dans ce même pays.

En ce qui concerne le cinquième moyen

A.7.1. Le cinquième moyen est pris de la violation de l'article 170, § 2, de la Constitution, de l'article 11 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, ainsi que de la loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1^{er} et 2, de la Constitution (article 170, §§ 1^{er} et 2, de la Constitution coordonnée le 17 février 1994).

A.7.2. La Communauté française dispose d'une compétence fiscale générale, dans les limites établies par le législateur fédéral (articles 170, § 2, et 173 de la Constitution).

La loi du 23 janvier 1989, visée au moyen, qui exécute l'article 170, § 2, alinéa 2, de la Constitution, prévoit que les communautés et les régions ne peuvent lever des impôts dans les matières faisant l'objet d'une imposition par l'Etat. De même, l'article 11 de la loi du 16 janvier 1989 de financement des communautés et des régions prévoit dans son alinéa 3 que « sous les réserves des cas prévus par la présente loi, les communautés et les régions ne sont pas autorisées à lever des impôts dans les matières qui font l'objet d'une imposition visée par la présente loi ».

Le principe *non bis in idem* exclut la possibilité d'établir des impôts concurrents. La Cour d'arbitrage a confirmé que les communautés et les régions ne peuvent pas prélever des impôts sur des matières qui font l'objet d'un impôt national (arrêt n° 47 du 25 février 1988).

Or :

1°) les revenus de la publicité sont assujettis à l'impôt des sociétés dans le chef des organismes de radiodiffusion télévisuelle, belges ou étrangers;

2°) le service rendu par les organismes de radiodiffusion télévisuelle aux publicitaires est soumis à la T.V.A., en Belgique ou en France selon que le service est localisé en Belgique ou en France.

La « matière » visée par la taxe sur la publicité est donc taxée par l'Etat fédéral, qu'il s'agisse des revenus de la publicité (soumis à l'impôt des sociétés) ou de la prestation de services (assujettie à la T.V.A.).

Ainsi, que les organismes de télévision soient taxés en Belgique ou en France, selon les règles de rattachement territorial applicables, il reste que le décret attaqué a pour conséquence, *ratione materiae*, de soumettre le même fait à deux impôts concurrents, avec la circonstance que le premier impôt a été établi par l'Etat fédéral, qu'il faille considérer la taxation de la minute de publicité comme un impôt déguisé sur les revenus produits par cette publicité ou comme une taxe qui frappe le service rendu par l'organisme de télévision à l'annonceur.

Le cinquième moyen est évidemment formulé dans l'hypothèse où la Cour admettrait que la Communauté française était compétente *ratione loci* pour imposer la diffusion de messages publicitaires en Belgique par la requérante.

Mémoires du Gouvernement de la Communauté française

A.8.1. Il n'appartient pas à la Cour d'arbitrage, conformément à sa propre jurisprudence, de décider si une mesure fiscale est opportune ou souhaitable, pas plus d'ailleurs que de contrôler si le but poursuivi par le législateur, par cette mesure, pourrait être atteint par d'autres mesures.

A.8.2. Le grief invoqué dans la première branche du premier moyen n'est pas fondé. En droit, le décret n'établit aucune différence de traitement entre les organismes de radiodiffusion télévisuelle suivant que leurs programmes sont transmis par câble ou par satellite. A supposer qu'il faille tenir compte de l'argument tiré d'une prétendue inégalité de fait liée au recouvrement effectif de la taxe, le moyen manque en fait puisqu'il repose sur une série de postulats dont aucun n'est démontré, notamment, par exemple, que les organismes dont les programmes sont transmis par satellite choisiront de violer le décret parce qu'ils ne disposeraient d'aucun bien sur lequel la Communauté française pourrait procéder à l'exécution forcée.

Le grief invoqué se heurte encore au fait qu'il n'existe aucun organisme atteignant ou même approchant les 10 p.c. de part de marché requis pour l'application de la taxe, dont les émissions ne soient pas transmises en région de langue française par le câble.

A.8.3. La deuxième branche du premier moyen n'est pas fondée en tant qu'elle invoque une violation des articles 10 et 11 de la Constitution résultant de ce que la taxe frappe la publicité télévisée et non la publicité diffusée par d'autres médias. Ce grief invoque une discrimination entre des catégories de personnes qui ne sont pas suffisamment comparables, la publicité télévisée se distinguant fondamentalement de celle diffusée par les autres médias, par ses modalités de diffusion, ses coûts de fabrication et de diffusion, son impact sur les consommateurs et sa situation au regard de la contribution aux charges publiques.

Même à supposer que les publicités télévisée et radiophonique soient suffisamment comparables, la différence de traitement consistant à taxer la première à 1.500 francs la minute et à ne pas taxer la seconde, est raisonnablement justifiée, un impôt de 1.500 francs belges la minute constituant un coût dérisoire par rapport à la recette produite par une minute de publicité télévisée comparativement à la recette produite par une minute de publicité radiophonique.

Même s'il fallait tenir pour exacte l'affirmation de la requérante selon laquelle les dispositions attaquées auront pour conséquence, pour les organismes redevables de la taxe litigieuse, une modification de leur comportement, cette dernière est un effet secondaire possible de toute taxe que la Cour d'arbitrage a constaté et admis.

Enfin, le décret n'introduit aucune différence de traitement suivant la nationalité de l'organisme de diffusion : plusieurs organismes belges seront du reste redevables de la taxe dès lors qu'ils dépassent le seuil de 10 p.c. de part de marché.

A.8.4. A supposer d'abord que la Communauté française fût compétente à l'égard du public francophone de la région de Bruxelles-Capitale, la troisième branche du premier moyen n'est pas fondée. En effet, le grief qui y est invoqué repose sur le postulat qu'il existe, ou pourrait exister, des organismes de diffusion dont la position par rapport au seuil de 10 p.c. de part de marché serait modifiée si l'on prenait en compte les parts de marché auprès du public de langue française de la région de Bruxelles-Capitale, ou qui seraient redevables d'un montant de taxe plus important si la taxe frappait également les émissions de publicité « reçues par un public francophone » de cette région. De telles situations n'existent pas en fait, et elles sont raisonnablement improbables eu égard aux chiffres de population à envisager et aux modes de diffusion des émissions de télévision. Dans ces conditions, le législateur décréte a raisonnablement pu, pour des motifs d'efficacité, notamment de limitation des litiges, et eu égard spécialement au montant relativement modeste de la taxe, se référer au territoire de la région de langue française et s'abstenir de se référer également au « public francophone de la Région de Bruxelles-Capitale », notion beaucoup plus difficile à cerner et qui, de ce fait, aurait certainement été l'occasion de nombreux litiges.

Le grief invoqué dans la troisième branche manque cependant aussi en droit, en raison des règles qui déterminent la compétence de la Communauté française. La Communauté française n'a aucune compétence fiscale, ni constitutionnellement ni légalement, à l'égard du public de langue française de la région de Bruxelles-Capitale : elle est uniquement compétente à l'égard de certaines institutions de cette région.

Il convient d'ailleurs de constater qu'en l'occurrence et de manière plus générale, la taxe critiquée respecte l'ensemble des dispositions constitutionnelles qui régissent le pouvoir fiscal de la Communauté française, dont l'article 170, § 2, alinéa 1^{er}, ainsi que les articles 127, § 2, 128, § 2, et 129, § 2, de la Constitution. Le législateur décréte a pu faire usage de cette compétence pour taxer la publicité télévisée reçue dans la région de langue française et pour limiter cette taxation aux organismes de radiodiffusion télévisuelle détenant une part significative du marché de la publicité télévisée dans cette région. Et, en ce qui concerne la région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française n'a aucune compétence territoriale et elle n'a pas davantage de compétence à l'égard des individus qui y résident ou y possèdent des intérêts. La compétence de la Communauté se limite à certaines institutions, et la taxe ne concerne pas les institutions de l'espèce mais les émissions de publicité reçues par des individus, qui ont seuls la faculté de regarder la télévision. A supposer que le décret critiqué ait établi une différence de traitement entre certains organismes de télévision en n'ayant pas égard aux émissions de publicité télévisée reçue par le public francophone de la région de Bruxelles-Capitale, cette différence de traitement serait justifiée au regard des règles constitutionnelles réglant la compétence des communautés.

A.8.5. Le grief invoqué dans la quatrième branche du premier moyen n'est pas fondé. Il n'y a pas de discrimination injustifiée entre les organismes de radiodiffusion télévisuelle ayant un établissement en Belgique et ceux qui n'en ont pas. Les deux catégories d'organismes ne sont pas dans une situation comparable; la mesure est raisonnablement justifiée à l'égard des organismes qui exercent leurs activités exclusivement à partir de l'étranger par le souci de faciliter le recouvrement de la taxe due par ceux-ci, dans l'hypothèse où ils ne s'en acquitteraient pas volontairement. L'article 71 du décret ne contraint d'ailleurs nullement la requérante à détenir un établissement stable en Belgique, mais uniquement à faire agréer un représentant fiscal, à l'instar de ce qui est prévu en matière de taxe sur la valeur ajoutée, notamment.

Enfin, il n'est pas exact que les chaînes de la Communauté française de Belgique bénéficieraient, contrairement à la requérante, d'une différence de situation tirée notamment de ce que ces chaînes « belges » bénéficient de la règle dite du « Must Carry » (les câblodistributeurs sont soumis à l'obligation de retransmettre ces chaînes sur leurs réseaux), des revenus de la publicité, des revenus de la transmission par câble et d'un environnement réglementaire favorable. Aucun des éléments invoqués ici n'a d'incidence en effet en ce qui concerne le paiement de la taxe dont il est question.

A.9.1. Le deuxième moyen, qui invoque la violation du droit européen, n'indique pas en quoi sa méconnaissance constitue une violation des articles 10 et 11 de la Constitution. La Cour ne pouvant dès lors connaître de ce moyen, c'est sous réserve de cette observation fondamentale qu'il sera démontré que le droit européen n'a pas été violé en l'occurrence.

A.9.2. Le principe de la libre circulation des marchandises invoqué à l'article 30 du Traité C.E. n'est pas violé : cette disposition n'a pas vocation à s'appliquer aux mesures nationales établissant des taxes, seul l'article 95 du Traité, qui n'est pas invoqué, étant susceptible de s'y appliquer.

A.9.3. L'article 59 du Traité n'est pas non plus violé. Cette disposition n'interdit pas de façon absolue toute taxe frappant un service. La Cour de justice n'a d'ailleurs jamais condamné un régime fiscal en ce qu'il constituerait une entrave à la libre circulation des services.

La taxe litigieuse ne heurte pas davantage l'article 59 du Traité en ce qu'elle impose la désignation d'un représentant fiscal aux redevables de la taxe qui n'ont pas d'établissement stable en Belgique : la mesure en cause n'implique nullement l'obligation pour la requérante de s'établir en Belgique, puisqu'elle ne requiert de celle-ci que la simple désignation d'un représentant fiscal. En toute hypothèse, on s'étonnera que la requérante, qui a fondé la première branche de son premier moyen sur les risques de fraude fiscale que la réglementation litigieuse entraînait, puisse simultanément faire grief au législateur décréteur des mesures qu'il a prises pour se prémunir contre un tel risque.

A.9.4. La directive « Télévision sans frontières » dont la violation est invoquée également n'est pas applicable en l'espèce puisque, selon son treizième considérant, elle n'affecte pas les compétences que possèdent les Etats membres et leurs autorités en ce qui concerne l'organisation des systèmes de taxation.

A.9.5. En tant que le deuxième moyen apparaît dans son ensemble comme manifestement non fondé, il n'est pas nécessaire de faire droit à la demande de la requérante de saisir la Cour de justice à titre préjudiciel.

A.9.6. Le deuxième moyen n'est pas fondé non plus en ce qu'il invoque la violation de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980. Le législateur décréteur s'est borné à faire usage, sous la forme d'une taxe d'un montant très modéré, du pouvoir fiscal que lui reconnaît la Constitution, dans le respect des articles 10 et 11 de celle-ci et des règles de répartition des compétences, à l'égard des organismes de télévision qui exploitent la publicité commerciale et exercent, que ce soit à partir de la Belgique ou de l'étranger, cette activité sur le territoire de la région de langue française.

A.10. Pour ce qui concerne le troisième moyen d'annulation tiré de la violation des articles 10, 11 et 170, § 2, de la Constitution, le Gouvernement de la Communauté française s'en remet à la sagesse de la Cour.

A.11.1. Le quatrième moyen d'annulation est irrecevable en ce qu'il n'invoque aucun conflit de compétence, fût-il potentiel, avec une autre norme législative. Plus précisément, il ne soutient pas que le législateur de la Communauté française aurait porté atteinte à la compétence territoriale exclusive de la Communauté flamande prévue par l'article 127, § 2. On peut dès lors se demander si la Cour est compétente pour connaître de ce moyen.

A.11.2. A le supposer recevable, le quatrième moyen n'est pas fondé.

D'une part, l'article 127, § 2, de la Constitution, dont la violation est invoquée, concerne uniquement la compétence territoriale ou *ratione personae* des décrets réglant les matières énumérées à l'article 127, § 1^{er}. Les dispositions attaquées ne règlent aucune de ces matières mais établissent un impôt. Elles n'ont donc pu méconnaître l'article 127, § 2.

D'autre part, le moyen repose tout entier sur le postulat que le fait donnant lieu à la taxation litigieuse est la prestation de service conclue entre les organismes de radiodiffusion télévisuelle et les annonceurs, qui chargent, moyennant rémunération, ces organismes de diffuser de la publicité.

Or, le fait imposable est la réception en région de langue française de la publicité télévisée répondant aux critères définis par l'article 62, § 1^{er}, du décret.

Le décret ne s'intéresse pas à la relation entre l'organisme de diffusion et les annonceurs. La taxe est calculée sur la base de la durée de la publicité et aucunement en fonction des revenus que l'organisme de radiodiffusion télévisuelle tire de la vente d'espaces publicitaires ni en fonction du prix d'achat de l'espace publicitaire payé par les annonceurs à l'organisme de radiodiffusion télévisuelle. Reposant sur une analyse erronée des dispositions entreprises, le moyen n'est pas fondé.

En diffusant ses programmes de publicité commerciale en région de langue française, la requérante exerce son activité en Communauté française puisque cette activité consiste précisément à toucher des téléspectateurs-consommateurs potentiels.

A.12.1. Le cinquième moyen n'est pas fondé. S'il est exact que l'article 11 de la loi du 16 janvier 1989 et la loi du 23 janvier 1989 interdisent aux communautés et aux régions d'établir des impositions sur les revenus ou la valeur ajoutée, le moyen n'est pas fondé car la taxe litigieuse n'est ni un impôt sur le revenu ni une taxe sur le service rendu assimilable à la T.V.A.

A.12.2. La taxe litigieuse d'abord ne répond à aucun des trois critères dégagés par le Conseil d'Etat pour distinguer un impôt sur le revenu. Elle isole une base taxable et ne frappe pas indistinctement l'ensemble des contribuables. Elle ne prend en considération ni les revenus du contribuable, ni des éléments représentatifs de ces revenus ou proportionnés à ceux-ci.

La taxe, ensuite, n'est pas une taxe équivalente à la T.V.A. : elle ne s'applique pas de manière générale aux transactions ayant pour objet des biens ou des services; elle n'est pas proportionnelle à un quelconque prix; elle est perçue en dehors de tout processus de production ou de distribution; elle ne s'applique pas sur la valeur ajoutée de biens ou de services.

A.12.3. En ce qui concerne, enfin, la violation de l'adage *non bis in idem*, ni la Constitution, ni aucun texte légal ne consacrent celui-ci de manière générale. Tout au plus certaines dispositions légales en constituent-elles des applications ponctuelles. Il en est ainsi, sur le plan national, de l'article 11 de la loi du 16 janvier 1989 et de la loi du 23 janvier 1989. Sur le plan international, rien n'empêche en règle un Etat de taxer un fait ou une matière qui est également imposée par un ou plusieurs Etats étrangers. Les dispositions internes visant à alléger la double imposition et les conventions bilatérales préventives de la double imposition en constituent la preuve *a contrario*.

Mémoires en réponse de T.F.1.

A.13.1. Le Gouvernement de la Communauté française ne rencontre pas en droit la première branche du premier moyen. Quant aux « postulats », ils ne peuvent que se vérifier dans les faits. Sans même vouloir violer la loi, les organismes qui diffusent leurs programmes par satellite ne payeront aucune taxe et on ne voit pas comment la Communauté française pourrait justifier sa compétence à leur égard. Ainsi, le décret litigieux n'a que les apparences de conformité à l'égard du principe de non-discrimination. Il fait d'emblée et d'office l'impasse sur les programmes reçus autrement que par le câble. Outre qu'il n'est juridiquement pas correct de prétendre que le principe de non-discrimination est respecté sous prétexte que certaines situations ont peu de chances de se réaliser en fait, le raisonnement de la Communauté française est manifestement en porte-à-faux par rapport à la réalité.

A.13.2. En ce qui concerne la deuxième branche du premier moyen, le Gouvernement de la Communauté française fait manifestement un amalgame entre les coûts de fonctionnement des supports média et le marché publicitaire faisant l'objet de la taxe litigieuse. Or, quel que soit le média visé, le marché publicitaire concerné est identique. Il s'agit, en effet, des mêmes annonceurs qui utilisent indifféremment les cinq médias mis à leur disposition, dans le cadre d'un même raisonnement marketing qui vise à toucher une même cible de la population sélectionnée non pas en fonction du support mais sur la base des spécificités du produit. S'il faut, comme le fait la Communauté française, comparer les supports média entre eux, encore faut-il connaître la structure du marché et comparer ce qui est comparable : le marché publicitaire de la radio ou de l'affichage n'est pas aussi fragmenté que la défenderesse le soutient mais serait plutôt concentré entre quelques grands opérateurs nationaux. Enfin, le coût de la taxe pour T.F.1., soit 80 millions de francs belges, n'est nullement dérisoire, et cela d'autant moins que T.F.1. n'exploite pas le marché publicitaire belge.

A.13.3. Sur la troisième branche du premier moyen, il faut constater que, pour justifier sa compétence fiscale et ne pas empiéter sur les compétences des autres communautés et régions, il a fallu au Gouvernement de la Communauté française recourir à un critère aussi fictif que celui du « taux d'audience annuel moyen en région de langue française ». Il s'agit là d'une mesure d'audience inhabituelle, à laquelle ni les agences ni les annonceurs, pas plus du reste que les médias et les régions, n'ont recours généralement.

A.14.1. En guise de préambule à la réplique sur le deuxième moyen, il faut soutenir que l'ordre juridique belge et l'ordre européen constituent pour la Belgique, comme pour chacun des Etats membres de l'Union européenne, un ordre juridique unique, qui doit être cohérent. Il ne peut être admis que, pour le motif que la Cour d'arbitrage a une compétence spécialisée, limitée à la censure au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, il y ait plusieurs acceptions différentes, dans les mêmes matières, des principes d'égalité et de non-discrimination. Il en va d'autant plus ainsi que la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement, utilise, dans la matière dont il s'agit, un concept repris du droit communautaire, à savoir l'union économique et monétaire.

A.14.2. L'article 30 du Traité C.E. a été violé par les dispositions attaquées du décret. Contrairement à ce que le Gouvernement de la Communauté française affirme, la Cour de justice a considéré que des taxes et autres mesures d'accompagnement fiscal peuvent constituer des mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives.

La réglementation litigieuse est une restriction à la libre circulation de services prohibée par l'article 59 du Traité. Elle est en effet constitutive d'une entrave qui, contrairement à ce qui est soutenu, n'entre pas dans le champ des exceptions visées à l'article 56 du Traité. La circonstance que les radiodiffuseurs nationaux sont également soumis à cette taxe n'exclut pas que celle-ci puisse constituer une restriction prohibée par l'article 59 du Traité.

La requérante n'invoque pas la nécessité de disposer d'un « établissement stable » comme étant une entrave à la libre prestation de service. Elle soutient que la Communauté française, en exigeant par décret la désignation d'un représentant fiscal dans le chef des radiodiffuseurs étrangers, ressortissants de l'Union européenne non établis sur le territoire belge et donc sans lien économique durable, au sens de l'article 52 du Traité, avec la Communauté française, autre qu'une présence sur le câble depuis de nombreuses années, a introduit une entrave violant les articles 59 et 52 du Traité. Le recouvrement de la taxe litigieuse, qui nécessite l'envoi d'un avertissement-extrait de rôle, peut s'opérer à charge des opérateurs concernés par pli recommandé ou par simple notification au siège de ces opérateurs, sans que la désignation d'un représentant fiscal apparaisse comme d'une nécessité absolue.

La directive « Télévision sans frontières » réglemente notamment la publicité télévisée et vise à assurer la libre circulation des émissions de télévision en Europe. Ce texte interdit également aux Etats membres, sur les territoires desquels les émissions télévisées sont reçues, d'ajouter des conditions spécifiques à la réception de ces émissions lorsque les radiodiffuseurs concernés satisfont déjà aux conditions du pays d'origine des émissions. Le treizième considérant invoqué par le Gouvernement de la Communauté française doit être lu dans ce contexte et ne peut porter atteinte à l'effet utile des principes évoqués ci-dessus.

Il faut relever que le Gouvernement de la Communauté française ne s'oppose pas à la demande de poser une question préjudicielle à la Cour de justice.

A.15. Le Gouvernement de la Communauté française ne se défend pas sur le troisième moyen et s'en remet à la sagesse de la Cour : il doit par conséquent être considéré comme fondé.

A.16.1. L'exception d'incompétence de la Cour formulée par le Gouvernement de la Communauté française à l'égard du quatrième moyen manque en fait et en droit.

En effet, l'article 127, § 2, de la Constitution est incontestablement une disposition qui définit les compétences des conseils de communauté, en l'occurrence la compétence territoriale. La Cour d'arbitrage est compétente pour censurer les excès de compétence commis par les conseils de communauté en violation de l'article 127, § 2, et en particulier pour censurer un décret par lequel un conseil de communauté prétendrait explicitement régir une situation localisée à la fois à l'extérieur du territoire de la Communauté française et à l'extérieur du territoire belge. Il en va évidemment de même lorsque le même effet est produit implicitement par un décret. Cette situation est incontestablement celle qui est créée par le décret attaqué. En effet, ce décret ne constitue pas seulement un excès de compétence au sens pur du terme, mais il porte en lui un conflit virtuel *ratione loci* avec la Communauté flamande. La même disposition du décret attaqué atteint des situations localisées à l'extérieur du territoire de la Belgique et des situations localisées à l'intérieur, mais en dehors du champ de la compétence territoriale du Conseil de la Communauté française, de sorte qu'il y a à tout le moins un conflit virtuel.

A.16.2. C'est l'article 127, § 2, de la Constitution qui est applicable en l'espèce : l'établissement de la taxe litigieuse est intimement lié à l'exercice, par le Conseil de la Communauté française, d'une compétence culturelle au sens de l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution. On peut ainsi considérer que les articles 62 et suivants du décret-programme constituent l'exercice combiné d'une compétence prévue à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution et d'une compétence fiscale.

S'il fallait considérer, *quod non*, que la disposition attaquée ne constitue pas l'exercice combiné d'une compétence prévue à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution et d'une compétence fiscale mais qu'il s'agit d'un impôt à part entière, les articles 61 et suivants du décret-programme n'en violeraient pas moins la Constitution.

Dans son mémoire, le Gouvernement de la Communauté française est d'avis que le moyen n'est pas fondé, en ce que l'article 127, § 2, de la Constitution n'est pas applicable alors que les dispositions attaquées établissent un impôt. Un tel argument revient à dire qu'il n'existe pas de limites territoriales à la compétence fiscale autonome des communautés ou qu'à tout le moins, cette limite territoriale n'est pas établie par l'article 127, § 2, de la Constitution.

Ainsi, la question se pose pour la première fois devant la Cour d'arbitrage de savoir s'il existe une limite territoriale à la compétence fiscale propre des communautés.

Dans un avis émis le 16 juillet 1992, la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que « pour donner une portée concrète (à l'article 170, § 2, de la Constitution), il faut nécessairement conclure qu'il autorise les communautés à prélever des impôts sur tout le territoire national ».

Cette opinion a été combattue par une doctrine unanime. D'abord, il est établi, ainsi que l'a jugé la Cour, que les communautés ont un territoire. Celui-ci est d'ailleurs fixé dans les articles 127, § 2, et 128, § 2, de la Constitution. Ce territoire est le même pour l'exercice des compétences fiscales : les communautés ne peuvent établir d'impôt que dans le respect de leur compétence territoriale. Elles ne peuvent en aucun cas lever un impôt pour un service presté hors de leurs frontières.

L'article 170, § 2, de la Constitution prescrit que l'impôt communautaire doit être établi par un décret. Par ailleurs, le principe de souveraineté s'oppose au pouvoir d'imposition illimité *ratione loci* des communautés. Enfin, une compétence communautaire territorialement illimitée en matière fiscale contreviendrait au principe *non bis in idem*.

S'il est exact que la règle *non bis in idem* ne fait aujourd'hui l'objet que d'applications ponctuelles (ainsi la loi ordinaire du 23 janvier 1989 interdit-elle aux régions et aux communautés de percevoir des taxes dans des matières qui font déjà l'objet d'un impôt national), les doubles impositions sont en contradiction avec le principe de l'union économique et monétaire que la Cour a considéré comme devoir être respecté par les communautés et les régions dans l'exercice de leurs compétences. A titre subsidiaire, l'imposition d'un service rendu en dehors du territoire d'une communauté violerait le principe de la loyauté fédérale inscrit à l'article 143 de la Constitution, le principe de l'autonomie des entités fédérées ainsi que l'article 170, § 2, de la Constitution, qui contient implicitement la règle de la territorialité de l'impôt.

A.16.3. Il y a lieu encore d'émettre quelques considérations sur la définition du fait donnant lieu à taxation. En soutenant, en effet, dans son mémoire que « le fait imposable est la réception dans la région de langue française de la publicité télévisée, répondant aux critères définis par l'article 62, § 1^{er}, du décret » et en ajoutant que le décret « ne s'intéresse pas à la relation entre l'organisme de diffusion et les annonceurs », le Gouvernement de la Communauté française opère un revirement complet qui ne s'accorde ni avec le texte du décret ni avec ses travaux préparatoires aux termes desquels c'est le service qui fait l'objet de la taxation et, « dès lors, ce n'est pas la transmission elle-même de la publicité qui est visée mais bien la diffusion de celle-ci ». Et de s'en référer pour le surplus aux développements de la requête.

A.17.1. Le cinquième moyen consiste à soutenir que la taxe litigieuse constituerait soit un impôt sur les revenus tirés de la publicité commerciale soit un impôt sur le service rendu par l'organisme de télévision à l'annonceur, analogue à la T.V.A. fédérale. En réalité, il reproche au décret-programme d'avoir instauré une taxe frappant une matière faisant l'objet d'une imposition fédérale.

A.17.2. La matière imposable est l'élément générateur de l'impôt, la situation ou le fait qui donne lieu à la déduction de l'impôt. La base imposable est le montant sur lequel est calculé l'impôt. Le Gouvernement de la Communauté française confond ces deux notions.

En l'occurrence, c'est la diffusion de la publicité qui constitue la matière de la taxe litigieuse. La durée de diffusion en constitue la base imposable : la taxe litigieuse est fixée à 1.500 francs par minute.

A.17.3. La loi du 23 janvier 1989 et l'article 11 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 excluent l'imposition concurrente au profit de la fiscalité fédérale : les communautés et les régions ne sont pas autorisées à lever des impôts dans les matières qui font l'objet d'une imposition par l'Etat.

La matière de la taxe litigieuse, à savoir le service que constitue la diffusion de la publicité télévisuelle, fait l'objet d'un impôt fédéral : la T.V.A. Dans les deux cas, ce n'est pas directement le revenu qui est imposé mais la source du revenu, c'est-à-dire le service dont le revenu constitue la contrepartie. La base imposable est différente : dans le cas de la T.V.A., c'est la contrepartie du service que constitue la diffusion tandis que dans le cas de la taxe litigieuse il s'agit de la durée de la diffusion. Mais la matière, seule visée par la loi du 23 janvier 1989 et par l'article 11 de la loi spéciale du 16 janvier 1989, est la même : dans les deux cas, il s'agit de la diffusion de la publicité.

— B —

Quant au fond

B.1. Les trois premiers moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés, pour ce qui concerne le deuxième moyen, avec d'autres règles de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, et avec la directive européenne « Télévision sans frontières » 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 et, pour ce qui concerne le troisième moyen, avec l'article 170, § 2, de la Constitution.

Les quatrième et cinquième moyens sont pris de la violation de règles de compétences.

L'examen de la conformité des règles attaquées du décret aux règles de compétences doit précéder l'examen de la conformité aux articles 10 et 11 de la Constitution.

B.2. Le quatrième moyen est pris de la violation de l'article 127 de la Constitution et particulièrement de son paragraphe 2. Cette disposition constitutionnelle est une règle de compétence territoriale.

Le cinquième moyen est pris de la violation de l'article 170, § 2, de la Constitution, de l'article 11 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, ainsi que de la loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1^{er} et 2, de la Constitution (article 170, §§ 1^{er} et 2, nouveau).

La Cour estime en l'espèce que l'examen de la conformité des règles attaquées du décret aux règles de compétences matérielles doit précéder l'examen de la conformité des dispositions litigieuses aux règles de compétence territoriale. Elle examine dès lors le cinquième moyen en premier lieu.

Quant au cinquième moyen

B.3. L'article 62, § 1^{er}, du décret du 25 juillet 1996 dispose :

« Il est établi une taxe sur la publicité télévisée :

a) diffusée par un organisme de radiodiffusion télévisuelle dont le taux d'audience annuel moyen en Région de langue française est supérieur à 10 p.c., et

b) transmise par les réseaux de télédistribution ou par satellite et reçue en Région de langue française. »

L'article 62, § 2, dispose :

« Le Gouvernement peut adapter le taux visé au § 1^{er}, a), après avoir pris l'avis de la commission d'éthique de la publicité. »

L'article 64 dispose :

« La taxe est fixée à 1.500 francs par minute de publicité télévisée visée à l'article 62, § 1^{er}, émise pendant l'année de référence. »

L'article 65, § 1^{er}, dispose :

« La taxe est due par l'organisme de radiodiffusion télévisuelle qui diffuse la publicité télévisée. »

B.4. L'article 170, § 2, de la Constitution dispose :

« Aucun impôt au profit de la communauté ou de la région ne peut être établi que par un décret ou une règle visée à l'article 134.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa 1^{er}, les exceptions dont la nécessité est démontrée. »

En vertu de cette disposition, les communautés et les régions disposent d'une compétence fiscale propre. L'article 170, § 2, alinéa 2, de la Constitution attribue toutefois au législateur fédéral le pouvoir de déterminer, en ce qui concerne la compétence fiscale des communautés et des régions, les exceptions « dont la nécessité est démontrée ». Le législateur fédéral peut dès lors déterminer quels impôts ne peuvent pas être levés par les communautés et les régions.

B.5.1. En application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, la Communauté flamande et la Communauté française disposent des moyens financiers suivants :

- a) les taxes instaurées sur la base de la fiscalité propre prévue par l'article 170, § 2, de la Constitution;
- b) les recettes non fiscales;
- c) les recettes fiscales visées par la loi spéciale précitée du 16 janvier 1989;
- d) les parties attribuées du produit d'impôts et de perceptions;
- e) les emprunts.

B.5.2. Pour le règlement du recours en cause, la Cour examine seulement l'étendue de la compétence matérielle de la communauté (article 170, § 2, de la Constitution), sans préjudice de la portée de cette compétence du point de vue de son champ d'application territorial.

B.5.3. En application de l'article 170, § 2, alinéa 2, de la Constitution, l'article 1^{er} de la loi du 23 janvier 1989, visé au moyen, dispose :

« Dans les cas non prévus par l'article 11 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les Conseils ne sont pas autorisés à lever des impôts dans les matières qui font l'objet d'une imposition par l'Etat, ni à percevoir des centimes additionnels aux impôts et perceptions au profit de l'Etat, ni à accorder des remises sur ceux-ci. »

B.5.4. Il résulte de ce qui précède que :

- a) la Constitution elle-même attribue aux communautés et aux régions une compétence fiscale propre, sous réserve expresse que la loi n'ait pas déterminé ou ne détermine ultérieurement les exceptions dont la nécessité est démontrée;
- b) la loi spéciale du 16 janvier 1989 attribue en outre aux communautés et aux régions le produit de certains impôts fédéraux ainsi qu'une compétence fiscale complémentaire et limitée;
- c) les communautés et les régions ne sont cependant pas autorisées à percevoir des impôts à l'égard de matières qui font l'objet d'un impôt fédéral. Elles « peuvent lever des impôts dans des matières vierges » (*Doc. parl.*, Sénat, 1988-1989, n° 562-2, p. 160).

B.6.1. Dans son mémoire, le Gouvernement de la Communauté française soutient que le fait imposé par la taxe litigieuse, c'est-à-dire la matière imposable, est « la réception dans la région de langue française de la publicité télévisée répondant aux critères définis par l'article 62, § 1^{er}, du décret ».

B.6.2. Il ressort du texte même des articles 62, § 1^{er}, et 65 du décret attaqué que la matière qui fait l'objet de la taxe litigieuse est la diffusion de la publicité par un organisme de radiodiffusion télévisuelle. Ceci est confirmé dans le commentaire de l'article 53 du projet devenu l'article 65 du décret-programme, qui traite du « service faisant l'objet de la taxation sur la publicité télévisuelle transmise par le câble ou par satellite et atteignant de la sorte le public de la Communauté française. Dès lors, ce n'est pas la transmission elle-même de la publicité qui est visée mais bien la diffusion de celle-ci » (Commentaire des articles, Doc., Conseil de la Communauté française, 96-1 (1995-1996), p. 11).

On ne voit d'ailleurs pas comment la réception du message par le téléspectateur de l'émission pourrait constituer en l'espèce la matière imposable dès lors que ce n'est pas le téléspectateur qui est le redevable de l'impôt et que le redevable de l'impôt, à savoir l'organisme de radiodiffusion télévisuelle, n'est pas celui qui reçoit le message publicitaire. En outre, même à supposer que le message publicitaire ne fasse l'objet d'aucune réception, la taxe sera due par l'organisme qui a diffusé le message, à la seule condition que le taux d'audience de cet organisme soit supérieur à 10 p.c. en région de langue française.

B.7.1. La matière imposable est l'élément générateur de l'impôt, la situation ou le fait qui donne lieu à la déduction de l'impôt. La matière imposable se distingue de la base imposable, qui est le montant sur lequel est calculé l'impôt. C'est à l'égard de matières qui font déjà l'objet d'un impôt fédéral que les communautés et les régions ne sont pas autorisées à établir une imposition nouvelle.

B.7.2. La Cour constate que la diffusion de la publicité fait en réalité l'objet d'une double taxation : d'une part, un impôt fédéral, la T.V.A., en vertu de l'article 18, § 1^{er}, 14°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, qui soumet à ladite taxe « les prestations des entreprises de radiodistribution, télédistribution et télécommunication »; d'autre part, une taxe communautaire, la taxe litigieuse, en vertu de l'article 62, § 1^{er}, du décret du 25 juillet 1996, qui établit « une taxe sur la publicité télévisée diffusée par un organisme de radiodiffusion télévisuelle ». Dans les deux cas, c'est la même matière qui fait l'objet d'une taxation par l'Etat fédéral et par la Communauté française, à savoir la diffusion d'un message publicitaire par un organisme de radiodiffusion télévisuelle.

B.8. Il résulte de ce qui précède que l'article 62, § 1^{er}, attaqué du décret de la Communauté française établit une taxe sur une matière qui fait déjà l'objet d'une imposition fédérale. Il viole ainsi l'article 170, § 2, de la Constitution et la loi du 23 janvier 1989, qui interdisent que les communautés perçoivent un impôt dans une matière qui fait déjà l'objet d'un impôt fédéral.

Le cinquième moyen est fondé.

B.9. Les autres dispositions attaquées du décret étant liées à l'article 62, § 1^{er}, attaqué, il s'impose qu'elles soient annulées par voie de conséquence.

B.10. Les autres moyens ne doivent pas être examinés, faute qu'ils puissent donner lieu à une annulation plus étendue.

Par ces motifs,

la Cour

annule les articles 61 à 78 et 82 du décret-programme de la Communauté française du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 janvier 1998.

Le greffier f.f.,
R. Moerenhout.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 409

[C - 98/21034]

Arrest nr. 4/98 van 21 januari 1998

Rolnummers 1015 en 1077

In zake : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 61 tot 78 en 82 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector, ingesteld door de vennootschap naar Frans recht s.a. Télévision française 1.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door referendaris R. Moerenhout, waarnemend griffier, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 november 1996 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 december 1996, heeft de vennootschap naar Frans recht s.a. Télévision française 1, afgekort T.F.1., met maatschappelijke zetel te F-75015 Parijs, rue Vaugelas 33, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 61 tot 78 en 82 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 oktober 1996).

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1015 van de rol van het Hof.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 april 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 april 1997, heeft de vennootschap naar Frans recht s.a. Télévision française 1, afgekort T.F.1., met maatschappelijke zetel te F-75015 Parijs, rue Vaugelas 33, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 61 tot 78 en 82 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 oktober 1996).

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1077 van de rol van het Hof.

II. De rechtspleging

a. De zaak met rolnummer 1015

Bij beschikking van 2 december 1996 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 6 januari 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1997.

De Franse Gemeenschapsregering, Surlet de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 20 februari 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 26 februari 1997 ter post aangetekende brief.

De vennootschap naar Frans recht s.a. Télévision française 1 heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 28 maart 1997 ter post aangetekende brief.

b. De zaak met rolnummer 1077

Bij beschikking van 15 april 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 7 mei 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 mei 1997.

De Franse Gemeenschapsregering, Surllet de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 23 juni 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 14 augustus 1997 ter post aangetekende brief.

De vennootschap naar Frans recht s.a. *Télévision française 1* heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 15 september 1997 ter post aangetekende brief.

c. *De samengevoegde zaken met rolnummers 1015 en 1077*

Bij beschikking van 16 april 1997 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Bij beschikkingen van 29 mei 1997 en 25 november 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 29 november 1997 en 29 mei 1998.

Bij beschikking van 15 oktober 1997 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 12 november 1997.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 16 oktober 1997 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 12 november 1997 :

— zijn verschenen :

. Mr. J.-P. Hordies, Mr. A. Maqua en Mr. E. Gillet, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij;

. Mr. D. Garabedian, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;

— hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *Onderwerp van de bestreden bepalingen*

Artikel 61 van het decreet van 25 juli 1996 bevat een aantal definities.

Artikel 62, § 1, bepaalt :

« Er wordt een belasting ingevoerd op de televisie-reclame :

a) die wordt uitgezonden door een televisie-omroepinstelling waarvan het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Frans taalgebied hoger is dan 10 pct., en

b) die door teledistributienetten of via satelliet wordt overgebracht en die in het Frans taalgebied wordt ontvangen. »

De belasting wordt vastgesteld op 1.500 frank per minuut televisiereclame die wordt uitgezonden gedurende het burgerlijk jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvan het jaartal het aanslagjaar aangeeft.

Artikel 62, § 2, bepaalt :

« De Regering kan het in § 1, a), bedoelde cijfer aanpassen, na het advies van de Ethiekcommissie voor reclame van de Franse Gemeenschap te hebben ingewonnen. »

Artikel 64 bepaalt :

« De belasting wordt vastgesteld op 1.500 frank per minuut bestemd voor de televisie-reclame bedoeld in artikel 62, § 1, die wordt uitgezonden gedurende het referentiejaar. »

Artikel 65, § 1, bepaalt :

« De belasting is verschuldigd door de televisie-omroepinstelling die de televisie-reclame uitzendt. »

Wat het verschuldigd zijn van de belasting betreft, stelt artikel 65, § 2, een solidariteitsmechanisme in tussen televisie-omroepinstellingen die tot eenzelfde groep behoren; de term « groep » is opgenomen bij de definities in artikel 61, meer bepaald in paragraaf 6.

In de volgende aangevochten artikelen van het decreet wordt de procedure vastgelegd voor het bepalen van de belastinggrondslag, de inkohiering, de betaling en de invordering, met inbegrip van de geschillen.

Artikel 71 van het decreet bepaalt dat de personen die de belasting moeten betalen en die geen vast verblijf in België hebben, ertoe zijn gehouden door de diensten van de Franse Gemeenschapsregering een in België verblijvende verantwoordelijke vertegenwoordiger te doen erkennen, welke zich persoonlijk en schriftelijk jegens de Franse Gemeenschap verbindt tot de betaling van de belasting en van de nalatigheidsinteressen die haar verschuldigd zouden kunnen zijn.

Artikel 78 van het decreet bepaalt dat voor het aanslagjaar 1997, het referentiejaar dat als berekeningsgrondslag dient voor de vestiging van de belasting, uitzonderlijk het jaar 1995 is.

Artikel 82 van het programmadecreet bepaalt dat de artikelen waarvan de vernietiging wordt gevorderd naar luid van het beroep dat door het Hof wordt onderzocht, op 1 januari 1997 in werking treden.

IV. *In rechte*

— A —

Ten gronde

Verzoekschrift in de zaak met rolnummer 1015

A.1. Tot staving van het eerst ingestelde beroep worden drie middelen aangevoerd. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, alsmede van de algemene beginselen van het vrije verkeer van goederen en diensten en de economische unie en monetaire eenheid, afzonderlijk of in combinatie met de voormelde bepalingen en beginselen, van de artikelen 30, 56, 59 en 60 van het E.G.-Verdrag, alsmede van de richtlijn « Televisie zonder grenzen ». Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 alsmede artikel 170, § 2, van de Grondwet.

Ten aanzien van het eerste middel

A.2.1. Het eerste middel is in vier onderdelen verdeeld.

A.2.2. Het eerste onderdeel is afgeleid uit de discriminatie die door de bestreden bepalingen in het leven wordt geroepen tussen de televisie-omroepinstellingen waarvan de uitzendingen door een kabeldistributienet worden overgebracht en ontvangen en de televisie-omroepinstellingen waarvan de uitzendingen via satelliet worden ontvangen, terwijl de belasting — in beginsel — zowel door de eerstgenoemde als door de laatstgenoemde verschuldigd is. Door de televisiereclame te beogen die zowel via satelliet als door teledistributienetten wordt overgebracht, heeft de Franse Gemeenschapsraad een louter formele gelijkheid ingesteld, die op geen enkele feitelijke grondslag berust en die bijgevolg het beginsel van niet-discriminatie schendt.

Het blijkt immers duidelijk dat de televisie-omroepinstellingen waarvan de uitzendingen hoofdzakelijk via satelliet worden ontvangen, in werkelijkheid niet zullen worden belast, aangezien de mogelijkheden om de belasting te innen ten aanzien van de satellietketens tot de fictie behoren.

De kabeldistributie geeft daarentegen aanleiding tot het innen van auteursrechten en soortgelijke rechten ten aanzien van de omroepinstelling. Zulks is in België met name het geval voor T.F.1., die dus inkomsten ontvangt ten gevolge van het doorsturen van haar programma's op de Belgische kabel, onafhankelijk van het uitzenden van reclameboodschappen.

Het zoeken naar een « inningsgrondslag » levert dus helemaal geen moeilijkheid op, vermits het voor de Franse Gemeenschap van België voldoende zal zijn beslag te leggen en het dwangbevel uit te voeren op de inkomsten uit de overbrenging van de programma's van de zoekende partij op de Belgische kabel.

De buitenlandse ketens die uitsluitend via satelliet worden uitgezonden, hebben daarentegen in België geen « inningsgrondslag ». De eventuele belasting op de reclame zal dus jegens die zenders niet kunnen worden ingevorderd, aangezien zij geen inkomsten hebben die op het Belgische grondgebied vatbaar zijn voor beslag.

A.2.3. In het tweede onderdeel van het middel wordt verwezen naar de parlementaire voorbereiding van het programmadecreet, waaruit de discriminatie blijkt die de bestreden bepalingen in het leven roepen tussen de televisie-omroepinstellingen en de andere instellingen die reclame verspreiden, zoals : de radio-omroepinstellingen, de geschreven pers, de film en op een algemene manier alle instellingen en ondernemingen die reclameboodschappen verspreiden.

Rekening houdend met het marktaandeel van de voornaamste media, over het gehele land, zal het medium T.V. op termijn onvermijdelijk duurder blijken te zijn. Het bedrag van de belasting, thans vastgesteld op 1.500 Belgische frank per minuut televisiereclame, kan niet in aanmerking worden genomen als een element aan de hand waarvan de gevolgen van de hierboven beschreven discriminatie kunnen worden afgewogen. Men moet immers de aandacht vestigen op het feit dat de economische weerslag van de belasting voor T.F.1. ongeveer 80.000.000 Belgische frank per jaar bedraagt. Overigens kan de Regering, volgens artikel 62, § 2, van het programmadecreet, het cijfer van de belasting aanpassen na het advies van de Ethiekcommissie voor reclame te hebben ingewonnen.

De betwiste belasting zal bijgevolg onvermijdelijk leiden tot een overheveling van de reclame-investeringen, hetzij van televisie waarop de reclame wordt belast naar televisie waarop de reclame niet wordt belast, hetzij van één medium naar een ander, ten nadele van de belaste televisie-omroepinstellingen.

De discriminatie tussen de media kan niet worden verantwoord in het licht van het door de gemeenschapswetgever nagestreefde doel, namelijk middelen voor de algemene begroting van de Gemeenschap opleveren. In dat opzicht kan men zich afvragen waarom enkel de televisiereclame wordt aangesproken om die begroting te stijven. Noch de aard van die reclame, noch die van de instellingen die ze verspreiden, noch enige overweging uitgaande van de betrokken markt, laten toe het adequate karakter van de betwiste maatregel ten aanzien van het doel dat ermee wordt nagestreefd, na te gaan.

In werkelijkheid is de belasting op de reclame niets anders dan een nieuwe poging om de Belgische reclamemarkt te versnipperen, na de ontmanteling van de n.v. T.V.B., gemeenschappelijke reclameregie van de televisie-omroepinstellingen van de Franse Gemeenschap, en de veroordeling van het Koninkrijk België door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen in zijn arrest van 10 september 1996 (zaak C-11/95 — Commissie van de Europese Gemeenschappen tegen het Koninkrijk België, 10 september 1996).

De belasting op de reclame beoogt dus niet de inkomsten te belasten uit de exploitatie van de Belgische reclamemarkt, vermits zij de uitzendtijd van de reclameboodschap belast ongeacht de oorsprong ervan en los van het al dan niet exploiteren van de Belgische reclamemarkt door de uitzender. Het nagestreefde doel bestaat er wel degelijk in de buitenlandse omroepinstellingen, die veel kijkers weglokken en dus een bedreiging vormen voor de nationale zenders, te straffen.

A.2.4. Het derde onderdeel van het middel is afgeleid uit het feit dat de bestreden bepalingen van het decreet het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad van hun toepassingsfeer uitsluiten.

Aangezien de Franse Gemeenschap niet alleen bevoegd is in het Franse taalgebied maar ook, in de aangelegenheden die haar aanbelangen, in het gebied Brussel-Hoofdstad, rijst de vraag waarom zij de toepassingsfeer van het decreet aldus heeft beperkt. Daaruit vloeit voort dat televisie-omroepinstellingen waarvan de uitzendingen enkel in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad zouden worden ontvangen, en ondanks het feit dat hun uitzendingen in het Frans zouden worden verspreid of door een Franstalig publiek zouden worden ontvangen, de belasting niet verschuldigd zouden zijn, wat hoegenaamd niet normaal is, wanneer men weet dat de Franse Gemeenschap te hunnen aanzien bevoegd is.

A.2.5. Het vierde onderdeel van het middel is afgeleid uit het feit dat artikel 71 van het aangevochten decreet juridische en praktische problemen zal scheppen voor de buitenlandse televisieomroepinstellingen. Inzonderheid T.F.1. ziet niet in hoe zij aan de vereisten van die bepaling zal kunnen beantwoorden, die bijgevolg een onverantwoorde en niet te verantwoorden discriminatie veroorzaakt tussen de televisie-omroepinstellingen die een vaste inrichting in België hebben, en de buitenlandse instellingen. Ofschoon de wet, krachtens artikel 191 van de Grondwet, een verschillende regeling kan instellen ten voordele of ten nadele van buitenlanders, dan kan dat slechts gebeuren in zoverre het verschil in behandeling ten opzichte van de Belgen objectief en redelijk kan worden verantwoord, waarbij die verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met de doelstellingen en de gevolgen van de desbetreffende maatregel. De betwiste reglementering schendt rechtstreeks de artikelen 52 en 59 van het E.G.-Verdrag doordat zij een indirecte discriminatie inhoudt tussen de televisiezenders van de Franse Gemeenschap van België en de buitenlandse televisiezenders die onderdanen van de Europese Unie zijn.

Zij is dus in strijd met het grondwettelijk beginsel van niet-discriminatie.

Ten aanzien van het tweede middel

A.3.1. Het tweede middel is in twee onderdelen opgesplitst.

A.3.2. In het eerste onderdeel is gesteld dat het decreet het verbod van beperking van het vrije verkeer van diensten niet in acht neemt, noch volgens het Europese recht, noch volgens het Belgische recht. Het decreet tast ook het vrije verkeer van goederen aan. De televisie-omroepinstellingen die een deel van hun inkomsten halen uit het commercialiseren van reclameruimte, zullen de gemeenschapsbelasting in hun prijzen doorberekenen, en die wordt vervolgens door de reclamebureaus doorberekend aan de producenten van goederen of de verleners van diensten die van dat medium gebruik maken.

Volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen vereist artikel 59 van het E.G.-Verdrag niet alleen het uitsluiten van elke beperking ten aanzien van de dienstverlener op grond van zijn nationaliteit of verblijfplaats, wanneer zij van die aard is dat zij de activiteiten van degene die de diensten verricht op het grondgebied van het land waar de betrokken activiteit wordt uitgeoefend, verbiedt of op andere wijze hindert. De enige mogelijke uitzonderingen zijn die welke zijn bedoeld in artikel 56 van het Verdrag, die strikt moeten worden geïnterpreteerd en die, volgens het Hof van Justitie, niet te maken kunnen hebben « met doelstellingen van economische aard, welke niet kunnen worden beschouwd als redenen van openbare orde in de zin van artikel 56 ».

Niet alleen zal het handelsverkeer tussen de Lid-Staten van de Europese Unie door de bestreden bepalingen van het decreet onvermijdelijk worden geraakt, maar ook de vrije dienstverlening tussen de verschillende componenten van de Belgische Staat. De Franse Gemeenschap heeft immers de bepalingen van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen niet in acht genomen. Door enkel op de in het Franse taalgebied uitgezonden reclameboodschappen een belasting te heffen, met uitsluiting van dezelfde boodschappen die worden uitgezonden in de Vlaamse Gemeenschap (die 59,4 % vertegenwoordigen van de markt van de in België op de kabel aangesloten huisgezinnen), in de Duitstalige Gemeenschap (0,4 % van de markt) en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad (9,7 % van de markt), leven de bestreden bepalingen niet de algemene beginselen na die zijn ingeschreven in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bovenvermelde wet, beginselen die niet alleen op de gewesten maar op alle componenten van de Belgische Staat van toepassing zijn.

A.3.3. In het tweede onderdeel van het tweede middel wordt betoogd dat de aangevochten bepalingen van het decreet evenmin het beginsel van de economische unie en de monetaire eenheid in acht nemen in zoverre dat beginsel ook de uitoefening van de fiscale bevoegdheden beoogt. Het Arbitragehof heeft trouwens bij herhaling de gelegenheid gehad om de bij die uitoefening begane schendingen af te keuren.

A.3.4. Over de twee onderdelen van het middel samen moet worden vastgesteld dat de Belgische bijzondere wetgever heeft gewild dat er een perfecte continuïteit zou bestaan tussen de Belgische economische unie en monetaire eenheid, enerzijds, en de andere internationale instrumenten van die unie, anderzijds, (verdragen van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, de Benelux, de Europese Unie en het Europees Monetair Fonds). In zoverre het E.G.-Verdrag erbij betrokken is, dient het Arbitragehof, subsidiair, aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen krachtens artikel 177 van het Verdrag een vraag te stellen die als volgt zou kunnen worden geformuleerd :

« Dienen de artikelen 30, 56, 59 en 60 van het Verdrag betreffende de Europese Unie in die zin te worden uitgelegd dat zij een Lid-Staat toelaten verordeningsbepalingen aan te nemen zoals het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector, dat een belasting invoert op de televisiereclame :

a) die wordt uitgezonden door een televisie-omroepinstelling waarvan het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Franse taalgebied hoger is dan 10 pct., en

b) die door teledistributienetten of via satelliet wordt overgebracht en die in het Franse taalgebied wordt ontvangen,

en dat bepaalt dat de personen die de belasting moeten betalen en die geen vast verblijf in België hebben, ertoe zijn gehouden door de diensten van de Franse Gemeenschapsregering een in België verblijvende verantwoordelijke vertegenwoordiger te doen erkennen, welke zich persoonlijk en schriftelijk jegens de Franse Gemeenschap verbindt tot de betaling van de belasting en van de nalatighedsinteressen die haar verschuldigd zouden kunnen zijn ? »

Ten aanzien van het derde middel

A.4.1. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 170, § 2, van de Grondwet.

A.4.2. Artikel 62 van het aangevochten decreet voert een belasting in op de televisiereclame die wordt uitgezonden door een televisie-omroepinstelling waarvan het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Franse taalgebied hoger is dan tien procent. De tweede paragraaf van die bepaling staat toe het cijfer van tien procent aan te passen nadat het advies van de Ethiekcommissie voor reclame is ingewonnen.

De bij het decreet ingevoerde belasting is wel degelijk een belasting in de zin van artikel 172 van de Grondwet. De machtiging die aan de Franse Gemeenschapsregering is gegeven om de toepassingsdrempel van de belasting vast te stellen heeft tot gevolg dat de Regering de belastingplichtigen kan bereiken die zij wenst te bereiken, en zulks op basis van hun kijkcijfer, zoals dat van jaar tot jaar evolueert. Er bestaat dus tussen de adressaten van het betwiste decreet en de andere belastingplichtigen een verschil in behandeling wat de overheid betreft die gemachtigd is om de toepasselijkheid van de belasting te bepalen.

Voor een dergelijk verschil in behandeling kan geen verantwoording worden gevonden, rekening houdend met artikel 170 van de Grondwet, vermits die bepaling, zonder uitzondering, aan elke burger of aan iedere persoon wiens activiteit aan een in België gevestigde belasting zou kunnen worden onderworpen, waarborgt dat zij niet aan een dergelijke belasting zullen worden onderworpen zonder dat tot die belasting is beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Verzoekschrift in de zaak met rolnummer 1077

A.5. Twee bijkomende middelen ten opzichte van het eerste beroep vormen het onderwerp van het « aanvullend beroep tot vernietiging » dat door dezelfde verzoekende partij is ingesteld tegen dezelfde bepalingen van het aangevochten decreet. Aangezien beide beroepen zijn samengevoegd, zullen de twee bijkomende middelen respectievelijk als vierde en vijfde middel worden onderzocht. Zo ook zullen de twee memories die respectievelijk door de Franse Gemeenschapsregering en door de verzoekende partij zijn ingediend, worden onderzocht met de memories die de partijen in het kader van het eerste beroep hadden ingediend.

Ten aanzien van het vierde middel

A.6.1. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van artikel 127 van de Grondwet en inzonderheid van paragraaf 2 ervan.

A.6.2. In beginsel zijn de televisie-uitzendingen diensten die aan de televisiekijkers worden geleverd. Bij de uitzendingen die reclame voor goederen en diensten bevatten levert de reclamereguleerder evenwel een dienst aan de adverteerder en niet aan het publiek. Die dienst wordt als dusdanig behandeld door het positief recht, onder meer het fiscale recht. De B.T.W. is door de adverteerder verschuldigd op het bedrag dat hem wordt gefactureerd door de televisie-omroepinstelling, en de adverteerder zal de betaalde belasting recupereren bij de verkoop aan de consument van het product of de dienst waarvoor hij een reclameaankondiging heeft gedaan. Aldus is de dienst betreffende de uitzending van reclameboodschappen gedefinieerd door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen in zijn arrest « Bond van adverteerders » van 26 april 1988.

De verzoekende partij exploiteert de Belgische reclamemarkt niet. Vanwege het algemeen karakter van de door de Franse Gemeenschap opgestelde reglementering, dient zij de daarin voorgeschreven belasting evenwel te betalen.

Door op een algemene manier elke televisiereclame te belasten die wordt uitgezonden door een televisie-omroepinstelling en wordt overgebracht en ontvangen in het Franse taalgebied, heeft de Franse Gemeenschap een dienstverlening belast die het voorwerp uitmaakt van een juridische en economische relatie die integraal buiten het grondgebied van de Franse Gemeenschap is gesitueerd, zoals beschreven in artikel 127 van de Grondwet om de bevoegdheid *ratione loci* van de Franse Gemeenschap vast te stellen. Krachtens die bepaling hebben de decreten van de Franse Gemeenschap « kracht van wet [...] in het Franse taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap ». Welnu, kunnen de Gemeenschapsraden weliswaar het criterium of de criteria vaststellen krachtens welke het voorwerp van de normen die zij aannemen, volgens hen, gelokaliseerd is in hun bevoegdheidsgebied, dan zijn de gekozen criteria evenwel onderworpen aan de toetsing door het Arbitragehof, dat als opdracht heeft erover te waken dat de Raden noch hun materiële bevoegdheden, noch hun territoriale bevoegdheden overschrijden.

Op fiscaal vlak kan de « dienst » het aan de belasting onderworpen feit zijn. Het is dat feit dat het voorwerp is van de norm die de belasting vaststelt. Aangezien de decreten van de Franse Gemeenschap slechts kracht van wet hebben in het gebied dat bepaald is bij artikel 127, § 2, van de Grondwet, kunnen zij niet beweren feiten te belasten die niet volledig in dat gebied zijn gesitueerd, of, zoals te dezen, er zelfs helemaal niet zijn gesitueerd. Niet alleen is elk van de partners van de relatie die wordt aangegaan om de dienstverlening mogelijk te maken, immers in Frankrijk gevestigd, maar zelfs het voorwerp van de dienstverlening heeft niets met België uit te staan. Die dienstverlening wordt overigens reeds door de Franse wetgever belast, wat dezelfde reclameboodschap aan twee identieke belastingen onderwerpt, een situatie die een schending inhoudt van de regel *non bis in idem*. Die schending wordt evenwel begaan door de wetgever van de Franse Gemeenschap en niet door de wetgever van de Franse Republiek, die op wettige wijze een relatie belast die in Frankrijk wordt aangegaan met het oog op een in datzelfde land te verlenen dienst.

Ten aanzien van het vijfde middel

A.7.1. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van artikel 170, § 2, van de Grondwet, artikel 11 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, alsmede van de wet van 23 januari 1989 betreffende de in artikel 110, §§ 1 en 2, van de Grondwet (artikel 170, §§ 1 en 2, van de op 17 februari 1994 gecoördineerde Grondwet) bedoelde belastingbevoegdheid.

A.7.2. De Franse Gemeenschap beschikt over een algemene fiscale bevoegdheid, binnen de door de federale wetgever vastgestelde grenzen (artikelen 170, § 2, en 173 van de Grondwet).

De in het middel beoogde wet van 23 januari 1989, die artikel 170, § 2, tweede lid, van de Grondwet ten uitvoer legt, bepaalt dat de gemeenschappen en de gewesten geen belastingen kunnen heffen op de materies die het voorwerp uitmaken van een belasting door de Staat. Zo ook bepaalt artikel 11, derde lid, van de wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten: « Onder voorbehoud van de bij deze wet bepaalde gevallen zijn de Gemeenschappen en de Gewesten niet gemachtigd belastingen te heffen op de materies waarop een bij deze wet bedoelde belasting wordt geheven ».

Het beginsel *non bis in idem* sluit de mogelijkheid uit om concurrerende belastingen in te voeren. Het Arbitragehof heeft bevestigd dat de gemeenschappen en de gewesten geen belastingen kunnen heffen in aangelegenheden die nationaal worden belast (arrest nr. 47 van 25 februari 1988).

Welnu :

1°) de inkomsten van de reclame zijn onderworpen aan de vennootschapsbelasting voor de Belgische of buitenlandse televisie-omroepinstellingen;

2°) de dienst geleverd door de televisie-omroepinstellingen aan de adverteerders is onderworpen aan de B.T.W., in België of in Frankrijk, naargelang de dienst in België of in Frankrijk gelokaliseerd is.

De door de belasting op de reclame beoogde « materie » wordt dus door de federale Staat belast, ongeacht of het gaat om reclame-inkomsten (onderworpen aan de vennootschapsbelasting) of om dienstverlening (onderworpen aan de B.T.W.).

Aldus blijft het zo dat, ongeacht het feit of de televisie-omroepen in België of in Frankrijk worden belast, naar gelang van de van toepassing zijnde regels van territoriale aanknoping, het bestreden decreet tot gevolg heeft, *ratione materiae*, dat hetzelfde feit aan twee concurrerende belastingen wordt onderworpen, met de omstandigheid dat de eerste belasting door de federale Staat is gevestigd, ongeacht of de belasting van de minuut reclame moet worden beschouwd als een vermomde belasting op de inkomsten uit die reclame of als een belasting op de dienst die door de televisie-omroep aan de adverteerder wordt geleverd.

Het vijfde middel is natuurlijk geformuleerd in de veronderstelling dat het Hof zou aannemen dat de Franse Gemeenschap *ratione loci* bevoegd was om het uitzenden van reclameboodschappen door de verzoekende partij in België te belasten.

Memories van de Franse Gemeenschapsregering

A.8.1. Het staat niet aan het Arbitragehof, overeenkomstig zijn eigen rechtspraak, te beslissen of een fiscale maatregel opportuun of wenselijk is, evenmin trouwens na te gaan of het door de wetgever met die maatregel nagestreefde doel door andere maatregelen zou kunnen worden bereikt.

A.8.2. De in het eerste onderdeel van het eerste middel aangevoerde grief is niet gegrond. In rechte maakt het decreet geen enkel verschil in behandeling tussen de televisie-omroepinstellingen naargelang hun programma's door kabeldistributie of via satelliet worden overgebracht. Gesteld dat rekening zou moeten worden gehouden met het argument van een vermeende feitelijke ongelijkheid die verbonden is met de werkelijke inning van de belasting, dan mist het middel feitelijke grondslag, vermits het berust op een reeks postulaten waarvan er geen enkel is aangetoond, onder meer, bijvoorbeeld, dat de instellingen waarvan de programma's via satelliet worden overgebracht, ervoor zullen kiezen het decreet te schenden, omdat zij over geen enkel goed zouden beschikken waarop de Franse Gemeenschap zal kunnen overgaan tot gedwongen tenuitvoerlegging.

De aangevoerde grief stuit ook op het feit dat er geen enkele instelling bestaat die de voor de toepassing van de belasting vereiste 10 pct. marktaandeel bereikt of zelfs benadert, waarvan de uitzendingen niet in het Franse taalgebied door de kabel worden overgebracht.

A.8.3. Het tweede onderdeel van het eerste middel is niet gegrond in zoverre het een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet aanvoert die voortvloeit uit het feit dat de belasting de televisiereclame treft en niet de reclame die door andere media wordt verspreid. In die grief wordt een discriminatie aangevoerd tussen categorieën van personen die niet voldoende vergelijkbaar zijn, vermits de televisiereclame fundamenteel verschilt van de reclame die door de andere media wordt verspreid, door de wijze van verspreiding, de kosten van productie en verspreiding, de impact op de consumenten en de situatie ervan ten aanzien van de bijdrage tot de openbare lasten.

Zelfs mochten de televisiereclame en de radioreclame voldoende vergelijkbaar zijn, dan nog is het verschil in behandeling dat bestaat in het opleggen van een belasting van 1.500 frank per minuut aan de eerstvermelde en het niet belasten van de tweede vermelde, redelijk verantwoord, aangezien een belasting van 1.500 Belgische frank per minuut een onbeduidende kostenfactor is in verhouding tot de ontvangst die wordt verwezenlijkt door een minuut televisiereclame in vergelijking met de ontvangst verwezenlijkt door een minuut radioreclame.

Zelfs indien de bewering van de verzoekende partij juist zou moeten worden geacht, volgens welke de bestreden bepalingen voor de instellingen die de betwiste belasting verschuldigd zijn, een wijziging in hun gedrag tot gevolg zullen hebben, dan is zulks een mogelijk secundair gevolg van elke belasting dat het Arbitragehof heeft vastgesteld en toegestaan.

Tot slot veroorzaakt het decreet geen enkel verschil in behandeling naar gelang van de nationaliteit van de omroepinstelling : verschillende Belgische instellingen zullen overigens de belasting verschuldigd zijn, aangezien zij de drempel van 10 pct. marktaandeel overschrijden.

A.8.4. Gesteld in de eerste plaats dat de Franse Gemeenschap bevoegd zou zijn ten aanzien van het Franstalige publiek van het gebied Brussel-Hoofdstad, dan is het derde onderdeel van het eerste middel niet gegrond. De erin aangevoerde grief berust immers op het postulaat dat er omroepinstellingen bestaan, of zouden kunnen bestaan, waarvan de positie ten aanzien van de drempel van 10 pct. marktaandeel zou worden gewijzigd, indien men de marktaandelen bij het Franstalige publiek van het gebied Brussel-Hoofdstad in aanmerking zou nemen, of die een hogere belasting verschuldigd zouden zijn, indien de belasting ook van toepassing zou zijn op de reclame-uitzendingen « die worden ontvangen door een Franstalig publiek » van dat gebied. Dergelijke situaties bestaan in feite niet en zij zijn redelijkerwijze onwaarschijnlijk, gelet op de in aanmerking te nemen bevolkingscijfers en op de wijze van overbrenging van de televisie-uitzendingen. In die omstandigheden kon de decreetgever redelijkerwijze, om redenen van doeltreffendheid, onder meer om de geschillen te beperken, en inzonderheid gelet op het betrekkelijk lage bedrag van de belasting, zich baseren op het Franse taalgebied en zich ervan onthouden zich ook te baseren op « het Franstalige publiek van het gebied Brussel-Hoofdstad », een begrip dat veel moeilijker te omschrijven is en dat daardoor zeker aanleiding zou zijn geweest tot tal van geschillen.

De in het derde onderdeel aangevoerde grief faalt evenwel ook in rechte, op grond van de regels die de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap bepalen. De Franse Gemeenschap heeft noch grondwettelijk, noch wettelijk enige fiscale bevoegdheid ten aanzien van het Franstalige publiek van het gebied Brussel-Hoofdstad : zij is enkel bevoegd ten aanzien van sommige instellingen van dat gebied.

Opgemerkt dient trouwens te worden dat te dezen en op een meer algemene manier de betwiste belasting het geheel van de grondwettelijke bepalingen die de fiscale bevoegdheid van de Franse Gemeenschap regelen, in acht neemt, waaronder artikel 170, § 2, eerste lid, alsmede de artikelen 127, § 2, 128, § 2, en 129, § 2, van de Grondwet. De decreetgever kon van die bevoegdheid gebruik maken om de televisiereclame te belasten die in het Franse taalgebied wordt ontvangen en om die belasting te beperken tot de televisie-omroepinstellingen die een belangrijk deel van de markt van de televisiereclame in dat taalgebied bezitten. Wat het gebied Brussel-Hoofdstad betreft, heeft de Franse Gemeenschap geen enkele territoriale bevoegdheid en zij heeft evenmin bevoegdheid ten aanzien van de personen die er wonen of er belangen hebben. De bevoegdheid van de Gemeenschap is beperkt tot bepaalde instellingen en de belasting heeft geen betrekking op die instellingen, maar op de reclame-uitzendingen die door personen worden ontvangen die als enigen de mogelijkheid hebben om televisie te kijken. Gesteld dat het betwiste decreet een verschil in behandeling zou hebben ingesteld tussen bepaalde televisie-instellingen door geen rekening te houden met de uitzendingen van televisiereclame die wordt ontvangen door het Franstalige publiek van het gebied Brussel-Hoofdstad, dan zou dat verschil in behandeling verantwoord zijn in het licht van de grondwettelijke regels die de bevoegdheid van de gemeenschappen regelen.

A.8.5. De in het vierde onderdeel van het eerste middel aangevoerde grief is niet gegrond. Er is geen onverantwoorde discriminatie tussen de televisie-omroepinstellingen die een vestiging in België hebben en die welke er geen hebben. De twee categorieën van instellingen bevinden zich niet in een vergelijkbare situatie; de maatregel is redelijkerwijze verantwoord ten aanzien van de instellingen die hun activiteiten uitsluitend vanuit het buitenland uitoefenen, door de zorg om de invordering van de door hen verschuldigde belasting te vergemakkelijken, voor het geval dat zij die belasting niet vrijwillig zouden betalen. Artikel 71 van het decreet verplicht de verzoekende partij trouwens geenszins om een vaste inrichting in België te hebben, doch enkel om een fiscale vertegenwoordiger te doen erkennen, zoals onder meer is voorgeschreven inzake de belasting over de toegevoegde waarde.

Tot slot is het niet juist dat voor de zenders van de Franse Gemeenschap van België, in tegenstelling met de verzoekende partij, een verschillende situatie zou gelden, met name vanwege het feit dat die « Belgische » zenders de zogenaamde « Must Carry »-regel zouden genieten (de kabeldistributeurs zijn onderworpen aan de verplichting die zenders op hun netten over te brengen), alsook reclame-inkomsten, inkomsten uit de overbrenging op de kabel en een gunstige regelgeving. Geen enkel van de hier aangevoerde elementen heeft immers een weerslag op de betaling van de belasting waarvan sprake.

A.9.1. In het tweede middel, waarin de schending van het Europese recht wordt aangevoerd, wordt niet aangegeven hoe die niet-inachtneming een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet inhoudt. Aangezien het Hof derhalve geen kennis kan nemen van dat middel, zal onder voorbehoud van die fundamentele opmerking worden aangetoond dat het Europese recht te dezen niet is geschonden.

A.9.2. Het in artikel 30 van het E.G.-Verdrag vermelde beginsel van het vrije verkeer van goederen is niet geschonden: die bepaling dient geen toepassing te vinden op de nationale maatregelen die belastingen invoeren, aangezien enkel artikel 95 van het Verdrag, dat niet is aangevoerd, daarop zou kunnen worden toegepast.

A.9.3. Artikel 59 van het Verdrag is evenmin geschonden. Die bepaling verbiedt niet op absolute wijze elke belasting op een dienst. Het Hof van Justitie heeft trouwens nooit een fiscale regeling veroordeeld doordat die een inbreuk op het vrije verkeer van diensten zou vormen.

De betwiste belasting schendt artikel 59 van het Verdrag evenmin in zoverre de aanwijzing van een fiscale vertegenwoordiger wordt opgelegd aan de belastingplichtigen die geen vaste inrichting in België hebben: de in het geding zijnde maatregel houdt voor de verzoekende partij geenszins de verplichting in om zich in België te vestigen, vermits hij enkel de aanwijzing van een fiscale vertegenwoordiger vereist. Het is hoe dan ook verbazend dat de verzoekende partij, die het eerste onderdeel van haar eerste middel gegrond heeft op de risico's van fiscale fraude die de betwiste reglementering met zich zou meebrengen, het de decreetgever tegelijkertijd kwalijk zou kunnen nemen dat hij maatregelen heeft genomen om zich tegen een dergelijk risico te wapenen.

A.9.4. De richtlijn « Televisie zonder grenzen », waarvan de schending ook wordt aangevoerd, is te dezen niet van toepassing, vermits zij, volgens de dertiende overweging ervan, niet de bevoegdheden raakt die de Lid-Staten en hun overheden hebben inzake de organisatie van belastingssystemen.

A.9.5. In zoverre het tweede middel in zijn geheel klaarblijkelijk niet gegrond lijkt te zijn, is het niet nodig de vraag van de verzoekende partij om aan het Hof van Justitie een prejudiciële vraag te stellen, in te willigen.

A.9.6. Het tweede middel is evenmin gegrond in zoverre daarin de schending wordt aangevoerd van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. De decreetgever heeft zich ertoe beperkt gebruik te maken, in de vorm van een belasting waarvan het bedrag zeer gematigd is, van de fiscale bevoegdheid die de Grondwet hem toekent, met inachtneming van de artikelen 10 en 11 ervan en van de bevoegdheidverdelende regels, ten aanzien van de televisie-instellingen die de commerciële reclame exploiteren en, in België of vanuit het buitenland, die activiteit in het Franse taalgebied uitoefenen.

A.10. Wat het derde vernietigingsmiddel betreft, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 170, § 2, van de Grondwet, verklaart de Franse Gemeenschapsregering zich te gedragen naar de wijsheid van het Hof.

A.11.1. Het vierde vernietigingsmiddel is onontvankelijk doordat het geen enkel, zelfs potentieel, bevoegdheidsconflict met een andere wettelijke norm aanvoert. Meer bepaald wordt in het middel niet beweerd dat de Franse Gemeenschapswetgever inbreuk zou hebben gemaakt op de exclusieve territoriale bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap die is vastgesteld bij artikel 127, § 2. Men kan zich derhalve afvragen of het Hof bevoegd is om van dat middel kennis te nemen.

A.11.2. Gesteld dat het vierde middel ontvankelijk zou zijn, dan is het niet gegrond.

Enerzijds, heeft artikel 127, § 2, van de Grondwet, waarvan de schending wordt aangevoerd, uitsluitend betrekking op de territoriale bevoegdheid of de bevoegdheid *ratione personae* van de decreten die de in artikel 127, § 1, opgesomde aangelegenheden regelen. De aangevochten bepalingen regelen geen enkele van die aangelegenheden, doch stellen een belasting in. Zij konden dus artikel 127, § 2, niet schenden.

Anderzijds, berust het middel volledig op het postulaat dat het feit dat tot de betwiste belasting aanleiding geeft, de dienstverlening is tussen de televisie-omroepinstellingen en de adverteerders die, tegen vergoeding, die instellingen ermee belasten reclame uit te zenden.

Nu is het belastbare feit de ontvangst in het Franse taalgebied van de televisiereclame die beantwoordt aan de in artikel 62, § 1, van het decreet bepaalde criteria.

Het decreet laat zich niet in met de relatie tussen de zender en de adverteerders. De belasting wordt berekend op basis van de duur van de reclame en geenszins op basis van de inkomsten die de televisie-omroepinstelling haalt uit de verkoop van reclameruimte, noch op basis van de aankoopprijs van de reclameruimte betaald door de adverteerders aan de televisie-omroepinstelling. Het middel, dat op een verkeerde analyse van de bestreden bepalingen berust, is niet gegrond.

Door haar programma's met handelsreclame in het Franse taalgebied uit te zenden, oefent de verzoekende partij haar activiteit uit in de Franse Gemeenschap, vermits die activiteit er juist in bestaat potentiële televisiekijkers-consumenten te bereiken.

A.12.1. Het vijfde middel is niet gegrond. Ook al is het juist dat artikel 11 van de wet van 16 januari 1989 en de wet van 23 januari 1989 de gemeenschappen en de gewesten verbieden belastingen te heffen op de inkomsten of de toegevoegde waarde, het middel is niet gegrond want de betwiste belasting is noch een inkomstenbelasting, noch een belasting op de verleende dienst vergelijkbaar met de B.T.W.

A.12.2. In de eerste plaats beantwoordt de betwiste belasting aan geen enkel van de drie criteria die door de Raad van State zijn vastgesteld om een inkomstenbelasting te onderscheiden. Zij isoleert een belastbare grondslag en treft niet zonder onderscheid het geheel van de belastingplichtigen. Zij houdt geen rekening met de inkomsten van de belastingplichtige, noch met de elementen die representatief zijn voor of evenredig met die inkomsten.

Vervolgens is de belasting niet een belasting die gelijkwaardig is aan de B.T.W.: zij is niet algemeen van toepassing op de transacties met betrekking tot goederen of diensten; zij is niet evenredig met enige prijs; zij wordt geïnd buiten elk productie- of distributieproces; zij is niet van toepassing op de toegevoegde waarde van goederen of diensten.

A.12.3. Wat, tot slot, de schending van het adagium *non bis in idem* betreft, dient te worden beklemtoond dat dat adagium noch in de Grondwet, noch in enige wettekst algemeen is vastgelegd. Hoogstens vormen sommige wetsbepalingen toepassingen ervan in concrete gevallen. Dit geldt, op nationaal vlak, voor artikel 11 van de wet van 16 januari 1989 en de wet van 23 januari 1989. Op internationaal vlak belet doorgaans niets een Staat een feit of een materie te belasten waarop ook door een of meer buitenlandse Staten belastingen worden geheven. De interne bepalingen die erop gericht zijn de dubbele belasting te verlichten en de bilaterale overeenkomsten ter voorkoming van de dubbele belasting vormen het bewijs a contrario ervan.

Memories van antwoord van T.F.I.

A.13.1. De Franse Gemeenschapsregering gaat rechtens niet in op het eerste onderdeel van het eerste middel. Wat de « postulaten » betreft, die kunnen enkel in de feiten worden nagegaan. Zonder zelfs de wet te willen schenden, zullen de instellingen die hun programma's via satelliet overbrengen, geen enkele belasting betalen en men ziet niet in hoe de Franse Gemeenschap haar bevoegdheid tegenover hen zou kunnen verantwoorden. Aldus heeft het betwiste decreet slechts de schijn van overeenstemming met het beginsel van niet-discriminatie. Het laat meteen ambtshalve de programma's buiten beschouwing die anders dan via de kabel worden ontvangen. Bovendien het feit dat het juridisch niet correct is te beweren dat het beginsel van niet-discriminatie in acht is genomen onder het voorwendsel dat sommige situaties zich in werkelijkheid waarschijnlijk weinig zullen voordoen, staat de redenering van de Franse Gemeenschap kennelijk haaks op de werkelijkheid.

A.13.2. Wat het tweede onderdeel van het eerste middel betreft, maakt de Franse Gemeenschapsregering kennelijk een amalgaam van de werkingskosten van de media en de reclamemarkt die het voorwerp van de betwiste belasting uitmaakt. De betrokken reclamemarkt is immers identiek, ongeacht het beoogde medium. Het gaat immers om dezelfde adverteerders, die zonder onderscheid gebruik maken van de vijf media die te hunner beschikking staan, in het kader van eenzelfde marketing-redenering die erop is gericht eenzelfde doelgroep van de bevolking te bereiken, die niet op basis van het medium geselecteerd is, maar op basis van de specifieke kenmerken van het product. Indien, zoals de Franse Gemeenschap doet, de media onder elkaar moeten worden vergeleken, dan nog moet men de structuur van de markt kennen en vergelijken wat vergelijkbaar is : de reclamemarkt van de radio of van de reclamepanelen is niet zo gefragmenteerd als de verwerende partij beweert, maar zou veeleer geconcentreerd zijn bij enkele grote nationale marktdeelnemers. Tot slot zijn de kosten van de belasting voor T.F.I., namelijk 80 miljoen Belgische frank, geenszins onbeduidend, vooral gelet op het feit dat T.F.I. niet de Belgische reclamemarkt exploiteert.

A.13.3. Ten aanzien van het derde onderdeel van het eerste middel moet worden vastgesteld dat de Franse Gemeenschapsregering, om haar fiscale bevoegdheid te verantwoorden en zich niet de bevoegdheden van de andere gemeenschappen en gewesten aan te matigen, haar toevlucht heeft moeten nemen tot een zo fictief criterium als dat van « het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Franse taalgebied ». Het gaat hier om een ongewone kijkcijfermeting, waarop noch de reclamebureaus, noch de adverteerders, en overigens evenmin de media en de regies doorgaans een beroep doen.

A.14.1. Als inleiding op de repliek op het tweede middel moet worden gesteld dat de Belgische rechtsorde en de Europese rechtsorde voor België, zoals voor elk van de Lid-Staten van de Europese Unie, een enkele rechtsorde vormen, die coherent dient te zijn. Het kan niet worden aanvaard dat, om reden dat het Arbitragehof een gespecialiseerde bevoegdheid heeft die beperkt is tot de toetsing aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in dezelfde aangelegenheden verschillende betekenissen zouden worden gegeven aan de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie. Zulks is des te meer het geval daar de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals zij later is gewijzigd, in de aangelegenheid die te dezen aan de orde is, een concept uit het gemeenschapsrecht hanteert, namelijk de economische en monetaire unie.

A.14.2. Artikel 30 van het E.G.-Verdrag is door de aangevochten bepalingen van het decreet geschonden. In tegenstelling tot wat de Franse Gemeenschapsregering beweert, heeft het Hof van Justitie geoordeeld dat belastingen en andere fiscale begeleidingsmaatregelen maatregelen kunnen vormen van gelijke werking met kwantitatieve beperkingen.

De betwiste reglementering is een door artikel 59 van het Verdrag verboden beperking van het vrije verkeer van diensten. Zij vormt immers een belemmering die, in tegenstelling met wat wordt beweerd, niet onder de in artikel 56 van het Verdrag beoogde uitzonderingen valt. De omstandigheid dat de nationale omroepen ook aan die belasting zijn onderworpen, sluit niet uit dat zij een bij artikel 59 van het Verdrag verboden beperking kan vormen.

De verzoekende partij voert de noodzaak om over een « vaste inrichting » te beschikken, niet aan als een belemmering van de vrije dienstverlening. Zij beweert dat de Franse Gemeenschap, door bij decreet de aanwijzing van een fiscale vertegenwoordiger te eisen voor de buitenlandse omroepen, onderdanen van de Europese Unie die niet op het Belgische grondgebied zijn gevestigd en dus, in de zin van artikel 52 van het Verdrag, geen andere duurzame economische band met de Franse Gemeenschap hebben dan een aanwezigheid op de kabel sedert talrijke jaren, een belemmering heeft ingevoerd die de artikelen 59 en 52 van het Verdrag schendt. De inning van de betwiste belasting, die de verzending van een aanslagbiljet vereist, kan gebeuren ten laste van de betrokkenen bij aangetekend schrijven of bij eenvoudige kennisgeving gericht aan hun zetel, zonder dat de aanwijzing van een fiscale vertegenwoordiger een absolute noodzaak blijkt te zijn.

De richtlijn « Televisie zonder grenzen » regelt onder meer de televisiereclame en beoogt het vrije verkeer van televisie-uitzendingen in Europa te verzekeren. Die tekst verbiedt de Lid-Staten ook, op het grondgebied waarop de televisie-uitzendingen worden ontvangen, specifieke voorwaarden toe te voegen voor de ontvangst van die uitzendingen, wanneer de betrokken omroepen reeds voldoen aan de voorwaarden van het land van oorsprong van de uitzendingen. De door de Franse Gemeenschapsregering aangevoerde dertiende overweging moet in die context worden gelezen en kan geen afbreuk doen aan het nuttig effect van de hierboven aangehaalde beginselen.

Opgemerkt dient te worden dat de Franse Gemeenschapsregering zich niet verzet tegen het verzoek om aan het Hof van Justitie een prejudiciële vraag te stellen.

A.15. De Franse Gemeenschapsregering verweert zich niet wat het derde middel betreft en verklaart zich te gedragen naar de wijsheid van het Hof : het middel dient bijgevolg gegrond te worden geacht.

A.16.1. De exceptie van onbevoegdheid van het Hof, die door de Franse Gemeenschapsregering ten aanzien van het vierde middel is geformuleerd, faalt in feite en in rechte.

Artikel 127, § 2, van de Grondwet is immers onbetwistbaar een bepaling die de bevoegdheden van de gemeenschapsraden, te dezen de territoriale bevoegdheid, definieert. Het Arbitragehof is bevoegd om de bevoegdheidsoverschrijdingen begaan door de gemeenschapsraden met schending van artikel 127, § 2, te censureren en inzonderheid om een decreet te censureren waarbij een gemeenschapsraad expliciet zou beweren een situatie te regelen die zowel buiten het grondgebied van de Franse Gemeenschap als buiten het Belgische grondgebied is gelokaliseerd. Hetzelfde geldt natuurlijk evenzeer, wanneer hetzelfde effect impliciet wordt teweeggebracht door een decreet. Het aangevochten decreet creëert onbetwistbaar een dergelijke situatie. Dat decreet vormt immers niet alleen een bevoegdheidsoverschrijding in de echte zin van het woord, maar het draagt in zich een virtueel conflict *ratione loci* met de Vlaamse Gemeenschap. Dezelfde bepaling van het aangevochten decreet raakt situaties die gelokaliseerd zijn buiten het grondgebied van België en situaties die gelokaliseerd zijn binnen het grondgebied, maar buiten de territoriale bevoegdheidssfeer van de Franse Gemeenschapsraad, zodat er op zijn minst een virtueel conflict is.

A.16.2. Het is artikel 127, § 2, van de Grondwet dat te dezen van toepassing is : de vaststelling van de betwiste belasting is nauw verbonden met de uitoefening, door de Franse Gemeenschapsraad, van een culturele bevoegdheid in de zin van artikel 127, § 1, van de Grondwet. Men kan aldus van oordeel zijn dat de artikelen 62 en volgende van het programmadecreet de gecombineerde uitoefening vormen van een bij artikel 127, § 1, van de Grondwet voorgeschreven bevoegdheid en van een fiscale bevoegdheid.

Mocht men, *quod non*, oordelen dat de aangevochten bepaling niet de gecombineerde uitoefening vormt van een bevoegdheid voorgeschreven bij artikel 127, § 1, van de Grondwet en van een fiscale bevoegdheid, maar dat het gaat om een zuivere belasting, dan zouden de artikelen 61 en volgende van het programmadecreet niettemin de Grondwet schenden.

In haar memorie is de Franse Gemeenschapsregering van oordeel dat het middel niet gegrond is, in zoverre artikel 127, § 2, van de Grondwet niet van toepassing is terwijl de aangevochten bepalingen een belasting vaststellen. Een dergelijk argument komt erop neer te zeggen dat er geen territoriale grenzen zijn voor de autonome fiscale bevoegdheid van de gemeenschappen of dat, op zijn minst, die territoriale grens niet bij artikel 127, § 2, van de Grondwet is vastgesteld.

Aldus rijst voor de eerste maal voor het Arbitragehof de vraag of er een territoriale grens bestaat voor de eigen fiscale bevoegdheid van de gemeenschappen.

In een advies van 16 juli 1992 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State geoordeeld dat « om een concrete draagwijdte te geven (aan artikel 170, § 2, van de Grondwet), men noodzakelijkerwijze moet besluiten dat het de gemeenschappen toestaat over het gehele nationale grondgebied belastingen te heffen ».

Die mening is door een unanieme rechtsleer bestreden. In de eerste plaats staat het vast, zoals het Hof heeft geoordeeld, dat de gemeenschappen een grondgebied hebben. Dat is trouwens vastgesteld in de artikelen 127, § 2, en 128, § 2, van de Grondwet. Dat grondgebied is hetzelfde voor de uitoefening van de fiscale bevoegdheden : de gemeenschappen kunnen slechts belastingen vestigen met inachtneming van hun territoriale bevoegdheid. Zij kunnen in geen geval een belasting heffen voor een dienst die buiten hun grenzen wordt geleverd.

Artikel 170, § 2, van de Grondwet bepaalt dat de gemeenschapsbelasting bij een decreet moet worden vastgesteld. Overigens verzet het soevereiniteitsbeginsel zich tegen een onbeperkte belastingbevoegdheid *ratione loci* van de gemeenschappen. Tot slot zou een territoriaal onbeperkte gemeenschapsbevoegdheid op fiscaal vlak in strijd zijn met het beginsel *non bis in idem*.

Ook al is het juist dat de regel *non bis in idem* thans slechts geval per geval wordt toegepast (zo verbiedt de gewone wet van 23 januari 1989 de gewesten en de gemeenschappen belastingen te heffen in aangelegenheden waarin reeds een nationale belasting wordt geheven), de dubbele belasting is in strijd met het beginsel van de economische en monetaire unie, waarvan het Hof heeft geoordeeld dat ze door de gemeenschappen en de gewesten bij de uitoefening van hun bevoegdheden in acht moet worden genomen. Subsidiair zou de belasting van een dienst die buiten het grondgebied van een gemeenschap wordt geleverd een schending inhouden van het in artikel 143 van de Grondwet ingeschreven beginsel van de federale loyaliteit, van het beginsel van de autonomie van de deelentiteiten alsmede van artikel 170, § 2, van de Grondwet, dat impliciet de regel van de territorialiteit van de belasting bevat.

A.16.3. Er dienen nog enkele overwegingen te worden gegeven over de definitie van het feit dat aanleiding geeft tot de belasting. Door in haar memorie immers te beweren dat « het belastbare feit de ontvangst van de televisiereclame in het Franse taalgebied is, die beantwoordt aan de in artikel 62, § 1, van het decreet bepaalde criteria » en door eraan toe te voegen dat het decreet « zich niet inlaat met de relatie tussen de zender en de adverteerders », maakt de Franse Gemeenschapsregering een volledige ommekeer die niet in overeenstemming is met de tekst van het decreet, noch met de parlementaire voorbereiding, volgens welke het de dienst is die het voorwerp uitmaakt van de belasting en, « derhalve is het niet de verzending zelf van de reclame die wordt bedoeld, maar wel het in de ether brengen ervan ». Voor het overige wordt verwezen naar de uiteenzettingen in het verzoekschrift.

A.17.1. Het vijfde middel bestaat erin te beweren dat de betwiste belasting ofwel een inkomstenbelasting uit de handelsreclame zou zijn, ofwel een belasting op de dienst die door de televisiezender aan de adverteerder wordt geleverd, analoog met de federale B.T.W. In werkelijkheid wordt aan het programmadecreet verweten dat het een belasting heeft ingesteld op een aangelegenheid waarop een federale belasting wordt geheven.

A.17.2. De belastbare materie is het element dat aanleiding geeft tot de belasting, de situatie of het feit dat leidt tot het verschuldigd zijn van de belasting. De belastbare grondslag is het bedrag waarop de belasting wordt berekend. De Franse Gemeenschapsregering verwacht die twee begrippen.

Te dezen is het de uitzending van de reclame die de materie van de betwiste belasting vormt. De duur van de uitzending vormt de belastbare grondslag ervan : de betwiste belasting wordt vastgesteld op 1.500 frank per minuut.

A.17.3. De wet van 23 januari 1989 en artikel 11 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 sluiten de concurrerende belasting ten voordele van de federale fiscaliteit uit : de gemeenschappen en de gewesten zijn niet gemachtigd belastingen te heffen in de aangelegenheden waarop de Staat een belasting heft.

Op de materie van de betwiste belasting, namelijk de dienst die de uitzending van de televisiereclame is, wordt een federale belasting geheven : de B.T.W. In beide gevallen zijn het niet rechtstreeks de inkomsten die worden belast, maar de bron van de inkomsten, dat wil zeggen de dienst waarvan de inkomsten de tegenprestatie vormen. De belastbare grondslag is verschillend : in het geval van de B.T.W. is het de tegenprestatie van de dienst van de uitzending, terwijl het, in het geval van de betwiste belasting, gaat om de duur van de uitzending. Maar de materie, die als enige beoogd wordt in de wet van 23 januari 1989 en in artikel 11 van de bijzondere wet van 16 januari 1989, is dezelfde : in beide gevallen gaat het om de uitzending van de reclame.

— B —

Ten gronde

B.1. De eerste drie middelen zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang, wat het tweede middel betreft, met andere regels van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name artikel 6, en met de Europese richtlijn « Televisie zonder grenzen » 89/552/EEG van 3 oktober 1989, gewijzigd bij de richtlijn 97/36/EG van 30 juni 1997, en, wat het derde middel betreft, met artikel 170, § 2, van de Grondwet.

Het vierde en het vijfde middel zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsregels.

Het onderzoek van de overeenstemming van de aangevochten regels van het decreet met de bevoegdheidsregels moet het onderzoek van de overeenstemming met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet voorafgaan.

B.2. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van artikel 127 van de Grondwet en inzonderheid paragraaf 2 ervan. Die grondwetsbepaling is een regel van territoriale bevoegdheid.

Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van artikel 170, § 2, van de Grondwet, artikel 11 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, alsmede van de wet van 23 januari 1989 betreffende de in artikel 110, §§ 1 en 2, van de Grondwet (thans artikel 170, §§ 1 en 2) bedoelde belastingsbevoegdheid.

Het Hof is van oordeel dat te dezen het onderzoek van de overeenstemming van de aangevochten regels van het decreet met de regels van materiële bevoegdheid, het onderzoek van de overeenstemming van de betwiste bepalingen met de regels van territoriale bevoegdheid moet voorafgaan. Het onderzoekt derhalve eerst het vijfde middel.

Ten aanzien van het vijfde middel

B.3. Artikel 62, § 1, van het decreet van 25 juli 1996 bepaalt :

« Er wordt een belasting ingevoerd op de televisie-reclame :

a) die wordt uitgezonden door een televisie-omroepinstelling waarvan het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Frans taalgebied hoger is dan 10 pct., en

b) die door teledistributienetten of via satelliet wordt overgebracht en die in het Frans taalgebied wordt ontvangen. »

Artikel 62, § 2, bepaalt :

« De Regering kan het in § 1, a), bedoelde cijfer aanpassen, na het advies van de Ethiekcommissie voor reclame van de Franse Gemeenschap te hebben ingewonnen. »

Artikel 64 bepaalt :

« De belasting wordt vastgesteld op 1 500 frank per minuut bestemd voor de televisie-reclame bedoeld in artikel 62, § 1, die wordt uitgezonden gedurende het referentiejaar. »

Artikel 65, § 1, bepaalt :

« De belasting is verschuldigd door de televisie-omroepinstelling die de televisie-reclame uitzendt. »

B.4. Artikel 170, § 2, van de Grondwet bepaalt :

« Geen belasting ten behoeve van de gemeenschap of het gewest kan worden ingevoerd dan door een decreet of een in artikel 134 bedoelde regel.

De wet bepaalt ten aanzien van de in het eerste lid bedoelde belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt. »

Krachtens die bepaling beschikken de gemeenschappen en de gewesten over een eigen fiscale bevoegdheid. Artikel 170, § 2, tweede lid, van de Grondwet kent aan de federale wetgever evenwel de bevoegdheid toe om, wat de fiscale bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten betreft, de uitzonderingen te bepalen « waarvan de noodzakelijkheid blijkt ». De federale wetgever kan derhalve bepalen welke belastingen niet door de gemeenschappen en de gewesten mogen worden geheven.

B.5.1. Met toepassing van artikel 1, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, beschikken de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap over de volgende financiële middelen :

a) de belastingen ingesteld op basis van de bij artikel 170, § 2, van de Grondwet voorgeschreven eigen fiscaliteit;

b) de niet-fiscale ontvangsten;

c) de fiscale ontvangsten bedoeld in de voormelde bijzondere wet van 16 januari 1989;

d) de toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen en heffingen;

e) de leningen.

B.5.2. Voor de oplossing van het in het geding zijnde beroep onderzoekt het Hof enkel de omvang van de materiële bevoegdheid van de gemeenschap (artikel 170, § 2, van de Grondwet), onverminderd de draagwijdte van die bevoegdheid vanuit het oogpunt van haar territoriale toepassingsfeer.

B.5.3. Met toepassing van artikel 170, § 2, tweede lid, van de Grondwet, bepaalt het in het middel beoogde artikel 1 van de wet van 23 januari 1989 :

« In de gevallen die niet voorzien zijn in artikel 11 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zijn de Raden niet gemachtigd om belastingen te heffen op de materies die het voorwerp uitmaken van een belasting door de Staat, noch opcentiemen te heffen op belastingen en heffingen ten voordele van de Staat, noch kortingen hierop toe te staan. »

B.5.4. Uit wat voorafgaat blijkt dat :

a) aan de gemeenschappen en de gewesten door de Grondwet zelf een eigen fiscale bevoegdheid is toegekend, onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de wet de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt niet heeft bepaald of nadien niet bepaalt;

b) bovendien aan de gemeenschappen en de gewesten de opbrengst van bepaalde federale belastingen alsmede een bijkomende en beperkte fiscale bevoegdheid is toegekend door de bijzondere wet van 16 januari 1989;

c) de gemeenschappen en de gewesten evenwel geen belastingen mogen heffen ten aanzien van materies die het voorwerp zijn van een federale belasting. Zij « kunnen belastingen heffen op de ' maagdelijke ' materies » (*Gedr. St.*, Senaat, 1988-1989, nr. 562-2, p. 160).

B.6.1. In haar memorie beweert de Franse Gemeenschapsregering dat het feit waarop de betwiste belasting wordt geheven, dat wil zeggen de belastbare materie, « de ontvangst in het Franse taalgebied van de televisiereclame die beantwoordt aan de in artikel 62, § 1, van het decreet bepaalde criteria » is.

B.6.2. Uit de tekst zelf van de artikelen 62, § 1, en 65 van het aangevochten decreet blijkt dat de materie die het voorwerp van de betwiste belasting uitmaakt de uitzending van de reclame door een televisie-omroepinstelling is. Dat wordt bevestigd in de commentaar bij artikel 53 van het ontwerp, dat artikel 65 van het programmadecreet is geworden, dat handelt over de « dienst die het voorwerp uitmaakt van de belasting op de televisiereclame die wordt overgezonden via kabel of via satelliet en aldus het publiek van de Franse Gemeenschap bereikt. Derhalve is het niet de overzending zelf van de reclame die wordt bedoeld, maar wel het in de ether brengen ervan » (Commentaar op de artikelen, *Gedr. St.*, Franse Gemeenschapsraad, 96-1 (1995-1996), p. 11).

Men ziet trouwens niet in hoe de ontvangst van de boodschap door de televisiekijker die de uitzending bekijkt te dezen de belastbare materie zou kunnen vormen, vermits het niet de televisiekijker is die de belasting verschuldigd is en de belastingplichtige, namelijk de televisie-omroepinstelling, niet degene is die de reclameboodschap ontvangt. Bovendien, zelfs gesteld dat de reclameboodschap niet het voorwerp van enige ontvangst zou zijn, zal de belasting verschuldigd zijn door de instelling die de boodschap heeft uitgezonden op de enkele voorwaarde dat het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Franse taalgebied hoger is dan 10 procent.

B.7.1. De belastbare materie is het element dat aanleiding geeft tot de belasting, de situatie die of het feit dat leidt tot het verschuldigd zijn van de belasting. De belastbare materie onderscheidt zich van de belastbare grondslag, die het bedrag is waarop de belasting wordt berekend. Het is ten aanzien van materies die reeds het voorwerp van een federale belasting uitmaken dat de gemeenschappen en de gewesten geen nieuwe belasting mogen heffen.

B.7.2. Het Hof stelt vast dat de uitzending van de reclame in werkelijkheid aan een dubbele belasting is onderworpen: enerzijds, een federale belasting, de B.T.W., krachtens artikel 18, § 1, 14°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, dat « de verrichtingen van radio- en televisiedistributiebedrijven en van telecommunicatiebedrijven » aan die belasting onderwerpt; anderzijds, een gemeenschapsbelasting, de betwiste belasting, krachtens artikel 62, § 1, van het decreet van 25 juli 1996, dat « een belasting op de televisiereclame die wordt uitgezonden door een televisie-omroepinstelling » invoert. In beide gevallen gaat het om dezelfde materie die door de federale Staat en door de Franse Gemeenschap wordt belast, namelijk het uitzenden van een reclameboodschap door een televisie-omroepinstelling.

B.8. Uit wat voorafgaat volgt dat het aangevochten artikel 62, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap een belasting invoert op een materie waarop reeds een federale belasting wordt geheven. Het schendt aldus artikel 170, § 2, van de Grondwet en de wet van 23 januari 1989, die verbieden dat de gemeenschappen een belasting innen op een aangelegenheid waarop reeds een federale belasting wordt geheven.

Het vijfde middel is gegrond.

B.9. Vermits de andere aangevochten bepalingen van het decreet verbonden zijn met het aangevochten artikel 62, § 1, dienen zij bij wege van gevolgtrekking te worden vernietigd.

B.10. De andere middelen moeten niet worden onderzocht, aangezien zij niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de artikelen 61 tot 78 en 82 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 januari 1998.

De wnd. griffier,

R. Moerenhout.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 98 — 409

[C — 98/21034]

Urteil Nr. 4/98 vom 21. Januar 1998

Geschäftsverzeichnismrn. 1015 und 1077

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 61 bis 78 und 82 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 25. Juli 1996 über verschiedene Maßnahmen bezüglich der Haushaltsfonds, der Schulgebäude, des Unterrichts und der audiovisuellen Medien, erhoben von der Gesellschaft französischen Rechts s.a. Télévision française 1.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Referenten R. Moerenhout als stellvertretender Kanzler, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. November 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Dezember 1996 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Gesellschaft französischen Rechts s.a. Télévision française 1, abgekürzt T.F.1., mit Gesellschaftssitz in F-75015 Paris, rue Vaugelas 33, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 61 bis 78 und 82 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 25. Juli 1996 über verschiedene Maßnahmen bezüglich der Haushaltsfonds, der Schulgebäude, des Unterrichts und der audiovisuellen Medien (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Oktober 1996).

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1015 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 14. April 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. April 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Gesellschaft französischen Rechts s.a. Télévision française 1, abgekürzt T.F.1., mit Gesellschaftssitz in F-75015 Paris, rue Vaugelas 33, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 61 bis 78 und 82 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 25. Juli 1996 über verschiedene Maßnahmen bezüglich der Haushaltsfonds, der Schulgebäude, des Unterrichts und der audiovisuellen Medien (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Oktober 1996).

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1077 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Verfahren

a. Rechtssache mit Geschäftsverzeichnismnummer 1015

Durch Anordnung vom 2. Dezember 1996 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 6. Januar 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Januar 1997.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, hat mit am 20. Februar 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 26. Februar 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die Gesellschaft französischen Rechts s.a. Télévision française 1 hat mit am 28. März 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidernsschriftsatz eingereicht.

b. *Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1077*

Durch Anordnung vom 15. April 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 7. Mai 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Mai 1997.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, hat mit am 23. Juni 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 14. August 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die Gesellschaft französischen Rechts s.a. Télévision française 1 hat mit am 15. September 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidernsschriftsatz eingereicht.

c. *Verbundene Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1015 und 1077*

Durch Anordnung vom 16. April 1997 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Durch Anordnungen vom 29. Mai 1997 und 25. November 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 29. November 1997 bzw. 29. Mai 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 15. Oktober 1997 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 12. November 1997 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 16. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 12. November 1997

— erschienen

. RA J.-P. Hordies, RAin A. Maqua und RA E. Gillet, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,

. RA D. Garabedian, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

— haben die referierenden Richter E. Cerexhe und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen*

Artikel 61 des Dekrets vom 25. Juli 1996 enthält mehrere Definitionen.

Artikel 62 § 1 bestimmt folgendes:

« Es wird eine Steuer auf Fernsehwerbung eingeführt,

a) die von einer Fernsehanstalt gesendet wird, deren Einschaltquote im Jahresdurchschnitt im französischen Sprachgebiet über zehn Prozent liegt, und

b) die durch Kabelnetze oder durch Satelliten übertragen und im französischen Sprachgebiet empfangen wird. »

Die Steuer wird festgesetzt auf 1.500 Franken pro Minute Fernsehwerbung, die während des Kalenderjahres, das dem Jahr vorangeht, dessen Jahreszahl das Veranlagungsjahr angibt, gesendet wird.

Artikel 62 § 2 bestimmt folgendes:

« Die Regierung kann die in § 1 a) genannte Quote nach eingeholtem Gutachten der Werbeethikkommission der Französischen Gemeinschaft anpassen. »

Artikel 64 bestimmt folgendes:

« Die Steuer wird festgesetzt auf 1.500 Franken pro Minute Fernsehwerbung, auf die sich Artikel 62 § 1 bezieht und die während des Bezugsjahres gesendet wird. »

Artikel 65 § 1 bestimmt folgendes:

« Die Steuer ist von der Fernsehanstalt, die die Fernsehwerbung sendet, zu entrichten. »

Hinsichtlich der Steuerpflicht führt Artikel 65 § 2 eine Gesamtschuldnerschaft zwischen zur selben Gruppe gehörenden Fernsehanstalten ein, wobei der Begriff « Gruppe » in Artikel 61, insbesondere in § 6, definiert wird.

In den folgenden angefochtenen Artikeln des Dekrets wird das Verfahren zur Bestimmung der Steuerbemessungsgrundlage, der Eintragung in die Heberolle, der Bezahlung und Eintreibung, einschließlich der Streitfälle festgelegt.

Artikel 71 des Dekrets bestimmt, daß Steuerpflichtige, die keine feste Niederlassung in Belgien haben, dazu gehalten sind, von den Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft einen in Belgien ansässigen haftbaren Vertreter anerkennen zu lassen, der sich gegenüber der Französischen Gemeinschaft persönlich und schriftlich zur Bezahlung der Steuer und der Verzugszinsen, die ihr geschuldet sein sollten, verpflichtet.

Artikel 78 des Dekrets bestimmt, daß für das Veranlagungsjahr 1997 das Bezugsjahr, das als Berechnungsgrundlage für die Steuerveranlagung dient, ausnahmsweise das Jahr 1995 ist.

Artikel 82 des Programmdekrets bestimmt, daß die Artikel, deren Nichtigerklärung laut der vom Hof geprüften Klage beantragt wird, am 1. Januar 1997 in Kraft treten.

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

Zur Hauptsache

Klageschrift in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1015

A.1. Zur Unterstützung der an erster Stelle erhobenen Klage werden drei Klagegründe vorgebracht. Der erste Klagegrund beruht auf einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Der zweite Klagegrund beruht auf einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sowie gegen die allgemeinen Grundsätze des freien Waren- und Dienstleistungsverkehrs und der Wirtschafts- und Währungsunion, einzeln betrachtet oder in Verbindung mit den vorgenannten Bestimmungen und Grundsätzen, sowie gegen die Artikel 30, 56, 59 und 60 des EG-Vertrags und gegen die Richtlinie « Fernsehen ohne Grenzen ». Der dritte Klagegrund beruht auf einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 sowie gegen Artikel 170 § 2 der Verfassung.

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

A.2.1. Der erste Klagegrund umfaßt vier Teile.

A.2.2. Im ersten Teil wird vorgebracht, durch die angefochtenen Bestimmungen entstehe eine Diskriminierung zwischen Fernsehkanälen, deren Sendungen durch ein Kabelnetz übertragen und empfangen würden, und Fernsehkanälen, deren Sendungen durch Satelliten empfangen würden, während die Steuer — grundsätzlich — sowohl erstere als auch letztere zu entrichten hätten. Indem der Rat der Französischen Gemeinschaft sowohl die durch Satelliten als auch die durch Kabelnetze übertragene Fernsehwerbung ins Auge gefaßt habe, habe er eine rein förmliche Gleichheit eingeführt, die auf gar keiner faktischen Grundlage beruhe und demzufolge das Diskriminierungsverbot verletze.

Es zeige sich nämlich eindeutig, daß Fernsehkanäle, deren Sendungen hauptsächlich durch Satelliten empfangen würden, in Wirklichkeit nicht besteuert werden würden, da die Möglichkeiten der Steuereintreibung bei den Satellitensendern eine Fiktion darstellen würden.

Das Kabelfernsehen gebe hingegen für die Fernsehkanäle Anlaß zur Erhebung von Urheberrechten und ähnlichen Rechten. Dies treffe in Belgien insbesondere auf T.F.1. zu, die infolge der Weiterverbreitung ihrer Sendungen durch das belgische Kabelnetz also Einnahmen erhalte, unabhängig von der Ausstrahlung von Werbeeinblendungen.

Die Suche nach einer « Erhebungsgrundlage » gehe also mit keinen Schwierigkeiten einher, da es für die Französische Gemeinschaft Belgiens ausreichen werde, eine Pfändung durchführen und einen Zahlungsbefehl vollstrecken zu lassen unter Zugrundelegung der Einnahmen aus der Übertragung der Sendungen der klagenden Partei durch das belgische Kabelnetz.

Ausländische Sender, deren Sendungen ausschließlich durch Satelliten übertragen würden, hätten in Belgien jedoch keine « Erhebungsgrundlage ». Die eventuelle Werbesteuer werde also angesichts dieser Sender nicht eingetrieben werden können, da sie nicht über Einkünfte verfügen würden, welche auf belgischem Staatsgebiet pfändbar wären.

A.2.3. Im zweiten Teil des Klagegrunds wird auf die Vorarbeiten zum Programmdekret Bezug genommen; daraus werde die Diskriminierung ersichtlich, die die angefochtenen Bestimmungen schaffen würden zwischen den Fernsehkanälen und den anderen Anstalten, die Werbung verbreiten würden, d.h. den Rundfunkanstalten, der Presse, der Filmbranche und generell allen Anstalten und Unternehmen, die sich mit Werbeträgern befassen.

Unter Berücksichtigung des Marktanteils der wichtigsten Medien landesweit werde das Fernsehen als Medium sich im Laufe der Zeit zwangsläufig als teurer erweisen. Die zur Zeit auf 1.500 belgische Franken pro Minute Fernsehwerbung festgesetzte Höhe der Steuer könne nicht als Element berücksichtigt werden, anhand dessen die Folgen der oben dargelegten Diskriminierung bewertet werden könnten. Es sei nämlich zu betonen, daß es sich hinsichtlich der wirtschaftlichen Auswirkungen der Steuer für T.F.1. um einen Betrag von etwa 80.000.000 belgischen Franken pro Jahr handeln würde. Außerdem könne die Regierung gemäß Artikel 62 § 2 des Programmdekrets die Höhe der Steuer nach eingeholtem Gutachten der Werbeethikkommission anpassen.

Die beanstandete Steuer werde also unausweichlich zu einer Verlagerung der Werbeinvestitionen führen, entweder von Fernsehsendern, deren Fernsehwerbung mit der Steuer belegt werde, auf Fernsehsender, deren Fernsehwerbung nicht mit der Steuer belegt werde, oder von einem Medium auf ein anderes, zuungunsten der besteuerten Fernsehkanäle.

Die Diskriminierung zwischen den Medien könne nicht gerechtfertigt werden angesichts der vom Gemeinschaftsgesetzgeber verfolgten Zielsetzung, die nämlich darin bestehe, Geldmittel für den allgemeinen Haushalt der Gemeinschaft zu beschaffen. In dieser Hinsicht könne man sich fragen, weshalb nur die Fernsehwerbung zur Finanzierung dieses Haushalts herangezogen werde. Weder die Art dieser Werbung, noch diejenige der Anstalten, die sie verbreiten würden, noch jede auf dem betreffenden Markt basierende Erwägung ermögliche es, die adäquate Beschaffenheit der fraglichen Maßnahme angesichts der verfolgten Zielsetzung zu prüfen.

In Wirklichkeit sei die Werbesteuer nichts anderes als ein erneuter Versuch, den belgischen Werbemarkt zu zersplittern, nach der Entflechtung der T.V.B. AG — gemeinsame Werberegie der Fernsehkanäle der Französischen Gemeinschaft — und der Verurteilung des Königreichs Belgiens durch den Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften in dessen Urteil vom 10. September 1996 (Rechtssache C-11/95 — Kommission der Europäischen Gemeinschaften gegen das Königreich Belgien, 10. September 1996).

Die Werbesteuer bezwecke also nicht die Besteuerung von Einnahmen aus der gewerblichen Tätigkeit auf dem belgischen Werbemarkt, da die Steuer die Sendezeit der Werbeeinblendung ungeachtet deren Ursprungs und ohne Rücksicht darauf, ob der Sender den belgischen Werbemarkt bearbeite oder nicht, besteuere. Die verfolgte Zielsetzung bestehe tatsächlich darin, ausländische Fernsehkanäle, die viele Zuschauer an sich ziehen und somit eine Bedrohung für die nationalen Sender darstellen würden, zu bestrafen.

A.2.4. Der dritte Teil des Klagegrunds beruht darauf, daß die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets das zweisprachige Gebiet Brüssel-Hauptstadt von ihrem Anwendungsbereich ausschließen würden.

Da die Französische Gemeinschaft nicht nur im französischen Sprachgebiet zuständig sei, sondern auch — hinsichtlich der sie anbelangenden Angelegenheiten — im Gebiet Brüssel-Hauptstadt, erhebe sich die Frage, weshalb sie den Anwendungsbereich des Dekrets auf diese Art und Weise eingeschränkt habe. Daraus ergebe sich, daß Fernsehkanäle, deren Sendungen nur im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt empfangen würden, trotz des Umstands, daß ihre Sendungen in französischer Sprache verbreitet oder von einem französischsprachigen Publikum empfangen würden, die Steuer nicht zu entrichten hätten, was gar nicht normal sei, wenn man wisse, daß die Französische Gemeinschaft ihnen gegenüber zuständig sei.

A.2.5. Im vierten Teil des Klagegrunds wird geltend gemacht, daß Artikel 71 des angefochtenen Dekrets für die ausländischen Fernsehanstalten rechtliche und praktische Probleme herbeiführen werde. Insbesondere T.F.1. sehe nicht ein, wie sie den Erfordernissen dieser Bestimmungen werde entsprechen können, welche demzufolge eine ungerechtfertigte und nicht zu rechtfertigende Diskriminierung zwischen den Fernsehanstalten, die eine feste Niederlassung in Belgien hätten, und den ausländischen Anstalten schaffe. Obwohl das Gesetz kraft Artikel 191 der Verfassung eine unterschiedliche Regelung zugunsten bzw. zuungunsten von Ausländern einführen könne, so könne dies nur insofern geschehen, als der Behandlungsunterschied gegenüber den Belgiern objektiv und angemessen gerechtfertigt werden könne, wobei diese Rechtfertigung in Anbetracht der Zielsetzungen und der Folgen der betreffenden Maßnahme zu beurteilen sei. Die beanstandete Normsetzung verstoße unmittelbar die Artikel 52 und 59 des EG-Vertrags, indem sie eine mittelbare Diskriminierung zwischen den Fernsehsendern der Französischen Gemeinschaft Belgiens und den ausländischen Fernsehsendern aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union beinhalte.

Sie verstoße somit gegen den Verfassungsgrundsatz der Nichtdiskriminierung.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

A.3.1. Der zweite Klagegrund umfaßt zwei Teile.

A.3.2. Im ersten Teil wird vorgebracht, daß das Dekret das Verbot der Einschränkung des freien Dienstleistungsverkehrs nicht beachte, und zwar weder nach europäischem, noch nach belgischem Recht. Das Dekret beeinträchtige auch den freien Warenverkehr. Die Fernsehanstalten, die einen Teil ihrer Einnahmen aus der Zurverfügungstellung von Sendezeit für Werbeeinblendungen bezögen, würden die Gemeinschaftssteuer auf ihre Preise aufschlagen, was letzten Endes von den Werbeagenturen auf die Hersteller bzw. Dienstleistungsunternehmen, die von diesem Medium Gebrauch machen würden, abgewälzt werde.

Nach der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften erfordere Artikel 59 des EG-Vertrags nicht nur den Ausschluß jeglicher Einschränkung für die Leistungserbringer aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit oder ihres Aufenthaltsortes, wenn solche Einschränkungen geeignet seien, die Tätigkeiten derjenigen, die auf dem Staatsgebiet des Landes, in dem die betreffende Tätigkeit ausgeübt werde, Dienstleistungen erbringen, zu verbieten oder irgendwie zu beeinträchtigen. Die einzig möglichen Ausnahmen seien diejenigen, auf die sich Artikel 56 des Vertrags beziehe und die im engen Sinne auszulegen seien, wobei sie nach Ansicht des Gerichtshofes nichts zu tun haben könnten « mit Zielsetzungen wirtschaftlicher Art, die nicht als Gründe der öffentlichen Ordnung im Sinne von Artikel 56 betrachtet werden können ».

Nicht nur der Handelsverkehr zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Union werde durch die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets zwangsläufig beeinträchtigt werden, sondern auch der freie Dienstleistungsverkehr zwischen den verschiedenen Bestandteilen des Belgischen Staates. Die Französische Gemeinschaft habe nämlich nicht die Bestimmungen von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen beachtet. Indem nur die im französischen Sprachgebiet gesendeten Werbeeinblendungen mit einer Steuer belegt würden, unter Ausschluß der gleichen Einblendungen, die in der Flämischen Gemeinschaft (d.h. 59,4 % des Marktes der belgischen Haushalte mit Kabelanschluß), in der Deutschsprachigen Gemeinschaft (0,4 % des Marktes) und im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt (9,7 % des Marktes) gesendet würden, würden die angefochtenen Bestimmungen jene allgemeinen Grundsätze mißachten, die in Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des vorgenannten Gesetzes festgeschrieben seien und nicht nur auf die Regionen, sondern auf alle Teilentitäten des Belgischen Staates anwendbar sein.

A.3.3. Im zweiten Teil des zweiten Klagegrunds wird vorgebracht, daß die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets genauso wenig den Grundsatz der Wirtschafts- und Währungsunion beachten würden, soweit dieser Grundsatz auch die Ausübung der Steuerkompetenzen bezwecke. Der Schiedshof habe übrigens wiederholt Gelegenheit gehabt, bei dieser Ausübung begangene Verstöße zu tadeln.

A.3.4. Was die beiden Teile des Klagegrunds zusammen betreffe, sei festzuhalten, daß der belgische Sondergesetzgeber gewollt habe, daß es eine einwandfreie Kontinuität gebe zwischen der belgischen Wirtschafts- und Währungsunion einerseits und den anderen internationalen Vertragswerken dieser Union andererseits (Verträge der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion, der Benelux, der Europäischen Union und des Europäischen Währungsfonds). Soweit der EG-Vertrag betroffen sei, solle der Schiedshof — hilfsweise — dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften kraft des Artikels 177 des Vertrags eine Frage unterbreiten, die folgendermaßen formuliert werden könnte:

« Sind die Artikel 30, 56, 59 und 60 des Vertrags über die Europäische Union dahingehend auszulegen, daß sie es einem Mitgliedstaat ermöglichen, Verordnungsbestimmungen anzunehmen, wie das Programmdekret der Französischen Gemeinschaft vom 25. Juli 1996 über verschiedene Maßnahmen bezüglich der Haushaltsfonds, der Schulgebäude, des Unterrichts und der audiovisuellen Medien, welches eine Steuer auf Fernsehwerbung einführt,

a) die durch eine Fernsehanstalt gesendet wird, deren Einschaltquote im Jahresdurchschnitt im französischen Sprachgebiet über zehn Prozent liegt, und

b) die durch Kabelnetze oder durch Satelliten übertragen und im französischen Sprachgebiet empfangen wird,

und welches bestimmt, daß die Steuerpflichtigen, die keine feste Niederlassung in Belgien haben, dazu gehalten sind, von den Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft einen in Belgien ansässigen haftbaren Vertreter anerkennen zu lassen, der sich der Französischen Gemeinschaft gegenüber persönlich und schriftlich zur Bezahlung der Steuer und der Verzugszinsen, die ihr geschuldet sein sollten, verpflichtet? »

Hinsichtlich des dritten Klagegrunds

A.4.1. Der dritte Klagegrund geht von einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 170 § 2 der Verfassung aus.

A.4.2. Artikel 62 des angefochtenen Dekrets führe eine Steuer auf Fernsehwerbung ein, die von einer Fernsehanstalt gesendet werde, deren Einschaltquote im Jahresdurchschnitt im französischen Sprachgebiet über zehn Prozent liege. Der zweite Paragraph dieser Bestimmung ermögliche es, den Zehn-Prozent-Satz nach eingeholtem Gutachten der Werbeethikkommission anzupassen.

Die durch das Dekret eingeführte Steuer sei tatsächlich eine Steuer im Sinne von Artikel 172 der Verfassung. Die der Regierung der Französischen Gemeinschaft erteilte Ermächtigung, die Anwendungsschwelle der Steuer festzusetzen, habe zur Folge, daß die Regierung die Steuerpflichtigen, die sie erreichen möchte, erreichen könne, und zwar aufgrund ihrer Einschaltquote, so wie diese von Jahr zu Jahr sich entwickle. Es gebe also zwischen den Adressaten des angefochtenen Dekrets und den übrigen Steuerpflichtigen einen Behandlungsunterschied hinsichtlich der Behörde, die dazu ermächtigt sei, die Anwendbarkeit der Steuer zu bestimmen.

Für einen derartigen Behandlungsunterschied liege keine Rechtfertigung unter Berücksichtigung von Artikel 170 der Verfassung vor, da diese Bestimmung ohne Ausnahme jedem Bürger oder jeder Person, deren Tätigkeit einer in Belgien eingeführten Steuer unterworfen werden könnte, gewährleiste, daß sie nicht einer derartigen Steuer unterworfen würden, ohne daß durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung zu dieser Steuer beschlossen worden sei.

Klageschrift in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1077

A.5. Zwei zusätzliche Klagegründe gegenüber der zuerst eingereichten Klage bilden den Gegenstand der « ergänzenden Nichtigkeitsklage », die dieselbe klagende Partei gegen dieselben Bestimmungen des angefochtenen Dekrets eingereicht hat. Da die beiden Klagen verbunden wurden, werden die zwei zusätzlichen Klagegründe jeweils als vierten und fünften Klagegrund geprüft. Gleicherweise werden die zwei Schriftsätze, die von der Regierung der Französischen Gemeinschaft bzw. von der klagenden Partei eingereicht worden sind, zusammen mit den Schriftsätzen geprüft, die die Parteien im Rahmen der ersten Klage eingereicht hatten.

Hinsichtlich des vierten Klagegrunds

A.6.1. Der vierte Klagegrund beruht auf einer Verletzung von Artikel 127 der Verfassung und insbesondere von Paragraph 2 dieses Artikels.

A.6.2. Grundsätzlich seien Fernsehsendungen Dienstleistungen, die den Zuschauern erbracht würden. Bei den Sendungen, die Werbung für Waren und Dienstleistungen enthalten, erbringe die Werbergie jedoch eine Dienstleistung an den Auftraggeber der Werbesendung, nicht aber an das Publikum. Diese Dienstleistung werde als solche durch das positive Recht, u.a. durch das Steuerrecht geregelt. Die Mehrwertsteuer sei vom Auftraggeber der Werbesendung aufgrund des Betrags zu entrichten, der ihm durch die Fernsehanstalt in Rechnung gestellt werde, und der Auftraggeber werde die entrichtete Steuer auf den Verbraucher des Produktes bzw. der Dienstleistung, für das bzw. die er geworben habe, abgewälzt. Auf diese Art und Weise sei die Dienstleistung bezüglich der Sendung von Werbeeinblendungen vom Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften in seinem Urteil « Bond van adverteerders » vom 26. April 1988 definiert worden.

Die klagende Partei bearbeite nicht den belgischen Werbemarkt. Aufgrund der allgemeinen Beschaffenheit der von der Französischen Gemeinschaft erlassenen Normgebung müsse sie gleichwohl die darin vorgeschriebene Steuer entrichten.

Indem generell jede Fernsehwerbung besteuert werde, die von einer Fernsehanstalt gesendet und im französischen Sprachgebiet übertragen und empfangen werde, habe die Französische Gemeinschaft eine Dienstleistung besteuert, die den Gegenstand eines Rechts- und Wirtschaftsverhältnisses bilde, welches insgesamt außerhalb des Rahmens des Gebietes der Französischen Gemeinschaft liege, gemäß Artikel 127 der Verfassung zur Festlegung der örtlichen Zuständigkeit der Französischen Gemeinschaft. Kraft dieser Bestimmung hätten die Dekrete der Französischen Gemeinschaft « Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet [...] sowie in bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind ». Die Gemeinschaftsräte könnten zwar das Kriterium bzw. die Kriterien festlegen, auf deren Grundlage der Gegenstand der von ihnen angenommenen Rechtsnormen innerhalb ihres Zuständigkeitsbereichs lokalisiert sei, aber die gewählten Kriterien unterlägen allerdings der Prüfung durch den Schiedshof, dessen Aufgabe darin bestehe, zu überwachen, daß die Räte weder ihre sachlichen noch ihre örtlichen Zuständigkeiten überschreiten würden.

In steuerlicher Hinsicht könne die « Dienstleistung » die der Steuer unterworfenen Tatsache sein. Diese Tatsache bilde den Gegenstand der Norm, die die Steuer einführe. Da die Dekrete der Französischen Gemeinschaft nur in dem in Artikel 127 § 2 der Verfassung festgelegten Gebiet Gesetzeskraft hätten, könnten sie keinen Anspruch darauf erheben, Tatsachen zu besteuern, die nicht völlig in diesem Gebiet gelegen seien bzw. — wie im vorliegenden Fall — überhaupt nicht darin gelegen seien. Nicht nur sei nämlich jeder der Partner des im Hinblick auf die Ermöglichung der Dienstleistung entstandenen Verhältnisses in Frankreich ansässig, außerdem habe sogar der Gegenstand der Dienstleistung nichts mit Belgien zu tun. Diese Dienstleistung werde übrigens bereits vom französischen Gesetzgeber besteuert, so daß ein und dieselbe Werbeeinblendung mit zwei identischen Steuern belegt werde, was gegen die Regel *non bis in idem* verstoße. Dieser Verstoß werde jedoch vom Gesetzgeber der Französischen Gemeinschaft begangen, nicht aber vom Gesetzgeber der Französischen Republik, der auf legitime Weise ein in Frankreich im Hinblick auf eine in demselben Land zu erbringende Dienstleistung entstandenes Verhältnis besteuere.

Hinsichtlich des fünften Klagegrunds

A.7.1. Der fünfte Klagegrund beruht auf einem Verstoß gegen Artikel 170 § 2 der Verfassung, Artikel 11 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, sowie gegen das Gesetz vom 23. Januar 1989 bezüglich der Steuerkompetenz im Sinne von Artikel 110 §§ 1 und 2 der Verfassung (Artikel 170 §§ 1 und 2 der am 17. Februar 1994 koordinierten Verfassung).

A.7.2. Die Französische Gemeinschaft verfüge über eine allgemeine Steuerkompetenz innerhalb des vom föderalen Gesetzgeber festgelegten Rahmens (Artikel 170 § 2 und 173 der Verfassung).

Das Gesetz vom 23. Januar 1989, auf das sich der Klagegrund beziehe und das Artikel 170 § 2 Absatz 2 der Verfassung zur Durchführung bringe, bestimme, daß die Gemeinschaften und Regionen in Angelegenheiten, die den Gegenstand einer Besteuerung durch den Staat bilden würden, keine Steuern erheben könnten. Im selben Sinne bestimme Artikel 11 Absatz 3 des Gesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen folgendes: « Mit Ausnahme der in diesem Gesetz vorgesehenen Fälle sind die Gemeinschaften und Regionen nicht dazu ermächtigt, Steuern in Angelegenheiten, die Gegenstand einer in diesem Gesetz genannten Steuer sind, zu erheben ».

Der Grundsatz *non bis in idem* schließe die Möglichkeit aus, konkurrierende Steuern einzuführen. Der Schiedshof habe bestätigt, daß die Gemeinschaften und Regionen in Angelegenheiten, die national besteuert würden, keine Steuer erheben könnten (Urteil Nr. 47 vom 25. Februar 1988).

Allerdings sei folgendes hervorzuheben:

1. Die Werbeeinnahmen unterlägen der Körperschaftsteuer für belgische oder ausländische Fernsehanstalten.
2. Die Dienstleistung, die die Fernsehanstalten den Auftraggebern der Werbesendungen erbringen würden, unterliege der Mehrwertsteuer in Belgien bzw. in Frankreich, je nachdem, ob die Dienstleistung in Belgien oder in Frankreich zu lokalisieren sei.

Der « Gegenstand » der Werbesteuer werde also vom Föderalstaat besteuert, ohne Rücksicht darauf, ob es sich dabei um (der Körperschaftsteuer unterliegende) Werbeeinnahmen oder um (der Mehrwertsteuer unterliegende) Dienstleistungen handele.

Ohne Rücksicht darauf, ob die Fernsehanstalten in Belgien oder in Frankreich besteuert würden, je nach den anwendbaren Anknüpfungsnormen, habe das angefochtene Dekret auf jeden Fall zur Folge, und zwar *ratione materiae*, daß derselbe Gegenstand zwei konkurrierenden Steuern unterworfen werde, wobei die eine Steuer vom Föderalstaat eingeführt worden sei, ungeachtet dessen, ob die Besteuerung der Werbeminuten als eine verkappte Steuer auf die Einkünfte aus dieser Werbung oder aber als eine Steuer auf die Dienstleistung, die die Fernsehanstalt dem Auftraggeber der Werbesendung erbringe, zu betrachten sei.

Der fünfte Klagegrund sei selbstverständlich in der Annahme vorgebracht worden, daß der Hof davon ausgehen sollte, daß die Französische Gemeinschaft örtlich zuständig gewesen sei, das Senden von Werbeeinblendungen durch die klagende Partei in Belgien zu besteuern.

Schriftsätze der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.8.1. Es stehe dem Schiedshof — gemäß seiner eigen Rechtsprechung — weder zu, zu entscheiden, ob eine Steuermaßnahme angebracht oder wünschenswert sei, noch zu prüfen, ob das vom Gesetzgeber mit dieser Maßnahme verfolgte Ziel mit anderen Maßnahmen erreicht werden könnte.

A.8.2. Die im ersten Teil des ersten Klagegrunds enthaltene Kritik sei unbegründet. In rechtlicher Hinsicht führe das Dekret keinen Behandlungsunterschied zwischen den Fernsehanstalten ein, je nachdem, ob ihre Sendungen durch das Kabelnetz oder durch Satelliten übertragen würden. Auch in der Annahme, daß das Argument einer angeblichen tatsächlichen Ungleichheit, die mit der wirklichen Eintreibung der Steuer verbunden wäre, berücksichtigt werden sollte, so entbehre der Klagegrund der faktischen Grundlage, denn er beruhe auf mehreren Postulaten, von denen kein einziges erwiesen sei — unter anderem etwa das Postulat, dem zufolge Anstalten deren Sendungen durch Satelliten übertragen würden, sich dafür entscheiden würden, gegen das Dekret zu verstoßen, weil sie über kein einziges Gut verfügen würden, auf das die Französische Gemeinschaft die Zwangsvollstreckung anwenden könnte.

Dem vorgebrachten Beschwerdegrund sei auch entgegenzuhalten, daß es keine einzige Anstalt gebe, die den für die Anwendung der Steuer erforderlichen Marktanteil von zehn Prozent auch nur annähernd erreiche und deren Sendungen nicht durch das Kabelnetz im französischen Sprachgebiet übertragen würden.

A.8.3. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds sei unbegründet, soweit darin eine Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung geltend gemacht werde, die sich daraus ergeben würde, daß die Fernsehwerbung mit der Steuer belegt werde, nicht aber die durch anderen Medien verbreitete Werbung. Die Kritik betreffe eine Diskriminierung zwischen Kategorien von Personen, die ungenügend vergleichbar seien, da sich die Fernsehwerbung grundsätzlich von der durch andere Medien verbreiteten Werbung unterscheide, und zwar wegen der Art der Verbreitung, der Herstellungs- und Verbreitungskosten, der Wirksamkeit bei den Verbrauchern und ihrer Situation in Anbetracht des Beitrags zu den öffentlichen Lasten.

Auch in der Annahme, daß Fernsehwerbung und Radiowerbung ausreichend vergleichbar seien, so sei immerhin der Behandlungsunterschied, der darin bestehe, daß erstere mit einer Steuer in Höhe von 1.500 Franken pro Minute belegt und letztere nicht mit der Steuer belastet werde, in angemessener Weise gerechtfertigt, da eine Steuer in Höhe von 1.500 belgischen Franken pro Minute einen unbedeutenden Kostenfaktor darstelle, im Verhältnis zu den Einnahmen, die durch eine Minute Fernsehwerbung erzielt würden, im Vergleich zu den durch eine Minute Radiowerbung erzielten Einnahmen.

Auch wenn der Behauptung der klagenden Partei beizupflichten seien sollte, der zufolge die angefochtenen Bestimmungen bei den Anstalten, die die fragliche Steuer zu entrichten hätten, zu einer Verhaltensänderung führen würden, so entspräche dies einer vom Schiedshof festgestellten und erlaubten Nebenwirkung, die jede Steuer haben könnte.

Schließlich schaffe das Dekret keinerlei Behandlungsunterschied je nach der Staatsangehörigkeit der Fernsehanstalten, denn mehrere belgische Anstalten würden übrigens die Steuer zu entrichten haben, da ihr Marktanteil über zehn Prozent liege.

A.8.4. Zunächst, in der Annahme, daß die Französische Gemeinschaft angesichts des französischsprachigen Publikums des Gebietes Brüssel-Hauptstadt zuständig sei, sei der dritte Teil des ersten Klagegrunds unbegründet. Die darin vorgebrachte Kritik beruhe nämlich auf dem Postulat, dem zufolge es Fernsehanstalten gebe bzw. geben könnte, deren Position angesichts der Schwelle des Marktanteils von zehn Prozent sich ändern würde, wenn man die Marktanteile beim französischsprachigen Publikum des Gebietes Brüssel-Hauptstadt berücksichtigen würde, oder die eine höhere Steuer zu entrichten hätten, wenn die Steuer auch auf Werbesendungen, « die von einem französischsprachigen Publikum » dieses Gebietes empfangen würden, anwendbar wäre. Solche Situationen gebe es in Wirklichkeit nicht, und sie seien vernünftigerweise unwahrscheinlich, in Anbetracht der zu berücksichtigenden Bevölkerungszahlen und der Art und Weise der Übertragung von Fernsehsendungen. Unter diesen Umständen habe der Dekretgeber vernünftigerweise aus Zweckmäßigkeitsgründen, unter anderem mit dem Ziel, Streitigkeiten vorzubeugen, und insbesondere in Anbetracht der relativ niedrigen Höhe der Steuer sich auf das französische Sprachgebiet basieren und darauf verzichten können, sich auch auf « das französischsprachige Publikum des Gebietes Brüssel-Hauptstadt » zu basieren, wobei dieser Begriff viel schwieriger zu definieren sei und insofern gewiß zu zahlreichen Streitfällen geführt hätte.

Der im dritten Teil vorgebrachte Beschwerdegrund entbehre allerdings auch der rechtlichen Grundlage, aufgrund der Vorschriften zur Bestimmung der Zuständigkeit der Französischen Gemeinschaft. Die Französische Gemeinschaft verfüge angesichts des französischsprachigen Publikums des Gebietes Brüssel-Hauptstadt über keinerlei Steuerkompetenz, und zwar weder verfassungsmäßig noch gesetzmäßig; sie sei nur angesichts gewisser Institutionen dieses Gebietes zuständig.

Es sei übrigens darauf hinzuweisen, daß im vorliegenden Fall und mehr im allgemeinen die fragliche Steuer die Gesamtheit der verfassungsmäßigen Bestimmungen, die die Steuerkompetenz der Französischen Gemeinschaft regeln würden, beachte — darunter Artikel 170 § 2 Absatz 1 sowie die Artikel 127 § 2, 128 § 2 und 129 § 2 der Verfassung. Der Dekretgeber habe von dieser Zuständigkeit Gebrauch machen können, um die Fernsehwerbung zu besteuern, die im französischen Sprachgebiet empfangen werde, und um diese Steuer auf jene Fernsehanstalten zu beschränken, die einen wichtigen Anteil am Markt des Werbefernsehens in diesem Sprachgebiet besitzen würden. Hinsichtlich des Gebietes Brüssel-Hauptstadt habe die Französische Gemeinschaft keinerlei örtliche Zuständigkeit, und sie sei genausowenig zuständig angesichts der Personen, die dort wohnhaft seien bzw. dort Interessen hätten. Die Zuständigkeit der Gemeinschaft beschränke sich auf gewisse Institutionen, und die Steuer beziehe sich nicht auf diese Institutionen, sondern auf die Werbesendungen, welche von Personen empfangen würden, die als einzige die Möglichkeit hätten, fernzusehen. Gesetzt den Fall, daß das fragliche Dekret einen Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Fernsehanstalten ins Leben gerufen hätte, indem es nicht die vom französischsprachigen Publikum des Gebietes Brüssel-Hauptstadt empfangenen Fernsehwerbesendungen berücksichtigen würde, so wäre dieser Behandlungsunterschied gerechtfertigt in Anbetracht der verfassungsmäßigen Vorschriften, die die Zuständigkeit der Gemeinschaften regeln würden.

A.8.5. Die im vierten Teil des ersten Klagegrunds geäußerte Kritik sei unbegründet. Es gebe keine ungerechtfertigte Diskriminierung zwischen den Fernsehanstalten, die eine Niederlassung in Belgien hätten, und denjenigen, die dort keine hätten. Die beiden Kategorien von Anstalten befänden sich nicht in einer vergleichbaren Sachlage; die Maßnahme sei vernünftigerweise gerechtfertigt angesichts jener Anstalten, die ihre Tätigkeiten ausschließlich vom Ausland aus ausüben würden, durch das Bemühen, die Eintreibung der von ihnen geschuldeten Steuer zu erleichtern, für den Fall, daß sie diese Steuer nicht freiwillig entrichten sollten. Artikel 71 des Dekrets verpflichte die klagende Partei übrigens keineswegs dazu, in Belgien über eine feste Niederlassung zu verfügen, sondern nur dazu, einen steuerrechtlichen Vertreter anerkennen zu lassen, so wie dies u.a. im Bereich der Mehrwertsteuer vorgeschrieben sei.

Schließlich sei es nicht richtig, daß für die Sender der Französischen Gemeinschaft Belgiens im Gegensatz zur klagenden Partei eine unterschiedliche Situation gelten würde, insbesondere aufgrund der Tatsache, daß diese « belgischen » Sender die sogenannte « Must Carry »-Regel genießen würden (die Kabelnetzbetreiber unterlägen der Verpflichtung, diese Sender durch ihre Netze zu übertragen), sowie Werbeeinnahmen, Einnahmen aus der Kabelübertragung und eine günstige Normgebung. Keines der hier angeführten Elemente wirke sich nämlich auf die Bezahlung der fraglichen Steuer aus.

A.9.1. Im zweiten Klagegrund, in dem eine Verletzung des europäischen Rechts geltend gemacht werde, werde nicht angegeben, in welchem Sinne diese Nichtbeachtung einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung darstellen würde. Da der Hof also nicht über diesen Klagegrund befinden könne, werde unter Vorbehalt dieser grundsätzlichen Bemerkung dargelegt werden, daß das europäische Recht im vorliegenden Fall nicht verletzt worden sei.

A.9.2. Der in Artikel 30 des EG-Vertrags enthaltene Grundsatz des freien Warenverkehrs sei nicht verletzt worden; diese Bestimmung finde keine Anwendung auf einzelstaatliche Maßnahmen, durch welche Steuern eingeführt würden, da nur Artikel 95 des Vertrags, der nicht geltend gemacht worden sei, darauf angewandt werden könnte.

A.9.3. Es werde genausowenig gegen Artikel 59 des Vertrags verstoßen. Diese Bestimmung sei kein absolutes Verbot jeglicher Besteuerung einer Dienstleistung. Der Europäische Gerichtshof habe übrigens niemals eine Steuerregelung verurteilt, indem diese den freien Dienstleistungsverkehr beeinträchtigen würde.

Die fragliche Steuer verletze Artikel 59 des Vertrags genausowenig insofern, als den Steuerpflichtigen, die keine feste Niederlassung in Belgien hätten, die Verpflichtung auferlegt werde, einen steuerrechtlichen Vertreter zu bestimmen; die fragliche Maßnahme beinhalte für die klagende Partei keineswegs die Verpflichtung, sich in Belgien niederzulassen, da sie nur die Bestimmung eines steuerrechtlichen Vertreters erfordere. Wie dem auch sei, es sei erstaunlich, daß die klagende Partei, die im ersten Teil ihres ersten Klagegrunds eben von der Gefahr des Steuerbetrugs ausgegangen sei, die die fragliche Regelung mit sich bringen würde, dem Dekretgeber gleichzeitig zum Vorwurf machen könnte, daß er Maßnahmen ergriffen hätte, um sich gegen eine solche Gefahr zu schützen.

A.9.4. Die Richtlinie « Fernsehen ohne Grenzen », deren Verletzung ebenfalls geltend gemacht werde, sei im vorliegenden Fall nicht anwendbar, da sie laut ihrer dreizehnten Erwägung nicht die Zuständigkeiten betreffe, die die Mitgliedstaaten und deren Behörden im Bereich der Organisation von Steuersystemen hätten.

A.9.5. Soweit der zweite Klagegrund insgesamt offensichtlich unbegründet erscheine, gebe es keinen Anlaß dazu, der von der klagenden Partei ausgehenden Bitte, dem Europäischen Gerichtshof eine präjudizielle Frage zu stellen, stattzugeben.

A.9.6. Der zweite Klagegrund sei genausowenig begründet, soweit darin ein Verstoß gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 geltend gemacht werde. Der Dekretgeber habe sich darauf beschränkt, in der Form einer sehr niedrig angesetzten Steuer von der durch die Verfassung ihm zuerkannten Steuerkompetenz Gebrauch zu machen, und zwar unter Beachtung der Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie der Zuständigkeitsverteilungsvorschriften, angesichts jener Fernsehanstalten, die sich mit Werbefernsehen beschäftigen würden und in Belgien oder vom Ausland aus diese Tätigkeit im französischen Sprachgebiet ausüben würden.

A.10. Hinsichtlich des dritten Nichtigkeitsklagegrunds, der von einer Verletzung der Artikel 10, 11 und 170 § 2 der Verfassung ausgeht, erklärt die Regierung der Französischen Gemeinschaft, sich nach dem Ermessen des Hofes zu richten.

A.11.1. Der vierte Nichtigkeitsklagegrund sei unzulässig, indem kein einziger — nicht einmal ein potentieller — Kompetenzkonflikt mit einer anderen Gesetzesnorm angeführt werde. Insbesondere werde im Klagegrund nicht behauptet, daß der Gesetzgeber der Französischen Gemeinschaft den ausschließlichen örtlichen Kompetenzbereich der Flämischen Gemeinschaft im Sinne von Artikel 127 § 2 betreten hätte. Man könne sich also fragen, ob der Hof überhaupt dafür zuständig sei, über diesen Klagegrund zu befinden.

A.11.2. In der Annahme, daß der vierte Klagegrund zulässig sei, sei er unbegründet.

Einerseits beziehe sich Artikel 127 § 2 der Verfassung, deren Verletzung geltend gemacht werde, ausschließlich auf die Zuständigkeit *ratione loci* bzw. *ratione personae* der Dekrete, die die in Artikel 127 § 1 aufgeführten Angelegenheiten regeln würden. Die angefochtenen Bestimmungen würden keine von diesen Angelegenheiten regeln, sondern eine Steuer einführen. Sie könnten somit nicht gegen Artikel 127 § 2 verstoßen.

Andererseits beruhe der Klagegrund völlig auf dem Postulat, dem zufolge die zur fraglichen Steuer Anlaß gebende Tatsache die Dienstleistung zwischen den Fernsehanstalten und den Auftraggebern, die diese Anstalten damit beauftragen, gegen Entgelt Werbung zu senden, sei.

Der Steuergegenstand sei aber der Empfang der Fernsehwerbung im französischen Sprachgebiet gemäß den in Artikel 62 § 1 des Dekrets bestimmten Kriterien.

Das Dekret kümmere sich nicht um das Verhältnis zwischen dem Sender und den Auftraggebern der Werbesendungen. Die Steuer errechne sich aufgrund der Dauer der Werbeeinblendung und keineswegs aufgrund der Einnahmen, die die Fernsehanstalt aus der Zurverfügungstellung von Sendezeit für Werbeeinblendungen erziele, und genausowenig aufgrund des Preises, der von den Auftraggebern der Fernsehanstalt für die Zurverfügungstellung von Sendezeit bezahlt werde. Der Klagegrund, der auf einer falschen Analyse der angefochtenen Bestimmungen beruhe, sei unbegründet.

Indem die klagende Partei ihre Sendungen mit kommerzieller Werbung im französischen Sprachgebiet ausstrahle, übe sie ihre Tätigkeit in der Französischen Gemeinschaft aus, da diese Tätigkeit eben darin bestehe, Fernsehzuschauer als potentielle Verbraucher zu erreichen.

A.12.1. Der fünfte Klagegrund sei unbegründet. Es sei zwar richtig, daß Artikel 11 des Gesetzes vom 16. Januar 1989 und das Gesetz vom 23. Januar 1989 es den Gemeinschaften und Regionen untersagen würden, Einkommens- oder Mehrwertsteuer zu erheben, aber der Klagegrund sei deshalb unbegründet, weil die fragliche Steuer weder eine Einkommensteuer noch eine mit der Mehrwertsteuer vergleichbare Steuer auf eine erbrachte Dienstleistung sei.

A.12.2. An erster Stelle entspreche die fragliche Steuer keinem der drei Kriterien, die der Staatsrat zur Unterscheidung einer Einkommensteuer festgelegt habe. Sie betrachte eine Besteuerungsgrundlage isoliert und belaste nicht ohne Unterschied die Gesamtheit der Steuerpflichtigen. Sie berücksichtige weder die Einkünfte des Steuerpflichtigen noch die Bestandteile, die für diese Einkünfte repräsentativ seien bzw. im Verhältnis zu ihnen stünden.

Des weiteren sei die Steuer nicht eine mit der Mehrwertsteuer gleichwertige Steuer. Sie sei nicht allgemein anwendbar auf den Waren- und Dienstleistungsverkehr; sie stehe in keinem Verhältnis zu einem bestimmten Preis; sie werde außerhalb jedes Produktions- oder Vertriebsverfahrens eingetrieben; sie sei nicht anwendbar auf den Mehrwert von Gütern oder Dienstleistungen.

A.12.3. Was schließlich die Verletzung des Lehrsatzes *non bis in idem* betreffe, sei hervorzuheben, daß dieser Lehrsatz weder in der Verfassung noch in irgendeinem Gesetzestext allgemein festgeschrieben worden sei. Höchstens würden gewisse Gesetzesbestimmungen Anwendungen desselben auf konkrete Fälle darstellen. Dies gelte auf nationaler Ebene für Artikel 11 des Gesetzes vom 16. Januar 1989 und das Gesetz vom 23. Januar 1989. Auf internationaler Ebene hindere in der Regel nichts einen Staat daran, eine Tatsache oder einen Gegenstand zu besteuern, die bzw. der auch seitens eines oder mehrerer ausländischer Staaten mit einer Steuer belegt werde. Die innerstaatlichen Bestimmungen zur Milderung der Doppelbesteuerung und die zwischenstaatlichen Doppelbesteuerungsabkommen würden dafür den Beweis *a contrario* darstellen.

Erwiderungsschriftsätze von T.F.1.

A.13. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft gehe in rechtlicher Hinsicht nicht auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds ein. Hinsichtlich der « Postulate » sei hervorzuheben, daß diese nur tatbestandsmäßig geprüft werden könnten. Auch ohne das Gesetz verletzen zu wollen, würden die Anstalten, die ihre Sendungen durch Satelliten übertragen würden, keine Steuer bezahlen, und es sei nicht einzusehen, wie die Französische Gemeinschaft ihre Zuständigkeit ihnen gegenüber rechtfertigen könnte. Somit stehe das angefochtene Dekret nur scheinbar in Übereinstimmung mit dem Grundsatz der Nichtdiskriminierung. Es lasse ohne weiteres jene Sendungen außer Betracht, die anders als durch Kabelnetze empfangen würden. Abgesehen davon, daß es juristisch nicht richtig sei zu behaupten, daß der Grundsatz der Nichtdiskriminierung beachtet worden sei, unter dem Vorwand, daß gewisse Situationen sich in Wirklichkeit wahrscheinlich kaum ereignen würden, sei die Argumentierung der Französischen Gemeinschaft offenbar als wirklichkeitsfremd zu betrachten.

A.13.2. Hinsichtlich des zweiten Teils des ersten Klagegrunds verwechsle die Regierung der Französischen Gemeinschaft offensichtlich die Betriebskosten der Medien mit dem Werbemarkt, der den Gegenstand der fraglichen Steuer darstelle. Der betroffene Werbemarkt sei nämlich identisch, ohne Rücksicht auf das ins Auge gefaßte Medium. Es handele sich nämlich um die gleichen Auftraggeber, die unterschiedlos auf die fünf ihnen zur Verfügung stehenden Medien zurückgreifen würden, im Rahmen von ein und derselben Marketingstrategie, die darauf ausgerichtet sei, dieselbe Zielgruppe innerhalb der Bevölkerung zu erreichen, die nicht aufgrund des Mediums selektiert werde, sondern aufgrund der spezifischen Merkmale des betreffenden Produktes. Wenn im Sinne der Französischen Gemeinschaft die Medien untereinander zu vergleichen wären, so sei es immerhin notwendig, die Marktstruktur zu erkennen und Vergleichbares zu vergleichen; der Werbemarkt des Rundfunks oder bei Werbeplakaten sei nicht so fragmentiert, wie von der beklagten Partei behauptet werde, sondern vielmehr bei einigen großen, landesweit tätigen Marktteilnehmern konzentriert. Schließlich seien die Kosten, die die Steuer für T.F.1 bedeute, d.h. 80 Millionen belgischen Franken, keineswegs unbedeutend, zumal in Anbetracht der Tatsache, daß T.F.1 nicht den belgischen Werbemarkt bearbeite.

A.13.3. Hinsichtlich des dritten Teils des ersten Klagegrunds sei festzuhalten, daß die Regierung der Französischen Gemeinschaft zur Rechtfertigung ihrer Steuerkompetenz und im Hinblick darauf, sich nicht die Zuständigkeiten der anderen Gemeinschaften und Regionen anzumaßen, auf ein derart fiktives Kriterium habe zurückgreifen müssen wie dasjenige der « Einschaltquote im Jahresdurchschnitt im französischen Sprachgebiet ». Es handele sich dabei um eine ungewöhnliche Art der Einschaltquotenermittlung, auf die üblicherweise weder von den Werbeagenturen, noch von den Auftraggebern der Werbesendungen und genauso wenig von den Medien und Regien zurückgegriffen werde.

A.14.1. Als Einleitung der Gegenerwiderung bezüglich des zweiten Klagegrunds sei festzuhalten, daß die belgische Rechtsordnung und die europäische Rechtsordnung für Belgien, wie für alle anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union auch, eine einzige Rechtsordnung bilden würden, die kohärent sein solle. Es könne nicht angenommen werden, daß nur deshalb, weil der Schiedshof eine spezialisierte Zuständigkeit habe, die sich auf die Prüfung anhand der Artikel 10 und 11 der Verfassung beschränke, in denselben Angelegenheiten den Grundsätzen der Gleichheit und Nichtdiskriminierung unterschiedliche Bedeutungen beigemessen werden sollten. Dies gelte um so mehr, da das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der später abgeänderten Fassung in der Angelegenheit, um die es im vorliegenden Fall gehe, einen europarechtlichen Begriff berücksichtige, und zwar die Wirtschafts- und Währungsunion.

A.14.2. Artikel 30 des EG-Vertrags werde durch die angefochtenen Dekretsbestimmungen verletzt. Im Gegensatz zu dem, was die Regierung der Französischen Gemeinschaft behauptete, habe der Europäische Gerichtshof geurteilt, daß Steuern und andere steuerliche flankierende Maßnahmen Maßnahmen mit gleicher Wirkung wie mengenmäßige Beschränkungen darstellen könnten.

Die fragliche Regelung sei eine durch Artikel 59 des Vertrags verbotene Einschränkung des freien Dienstleistungsverkehrs. Sie führe nämlich eine Beeinträchtigung ein, die im Gegensatz zu dem, was behauptet werde, nicht zu den in Artikel 56 des Vertrags vorgesehenen Ausnahmen gehöre. Der Umstand, daß auch die nationalen Fernsehanstalten dieser Steuer unterworfen seien, schließe nicht aus, daß sie eine durch Artikel 59 des Vertrags verbotene Einschränkung darstellen könne.

Die klagende Partei führe die Notwendigkeit, über eine « feste Niederlassung » zu verfügen, nicht im Sinne einer Beeinträchtigung des freien Dienstleistungsverkehrs an. Sie behauptete, daß die Französische Gemeinschaft dadurch, daß sie aufgrund des Dekrets die Bestimmung eines steuerrechtlichen Vertreters für jene ausländischen Fernsehanstalten vorschreibe, die als Unternehmen der Europäischen Union nicht auf belgischem Gebiet ansässig seien und somit im Sinne von Artikel 52 des Vertrags keine andere dauerhafte wirtschaftliche Bindung zur Französischen Gemeinschaft hätten als eine langjährige Anwesenheit im Kabelnetz, eine gegen die Artikel 59 und 52 des Vertrags verstoßende Beeinträchtigung eingeführt habe. Die Erhebung der fraglichen Steuer, die den Versand eines Steuerbescheids erfordere, könne zu Lasten der Betroffenen per Einschreiben ohne durch einfache Notifikation an ihren Sitz erfolgen, ohne daß die Bestimmung eines steuerrechtlichen Vertreters sich als eine absolute Notwendigkeit erweise.

Die Richtlinie « Fernsehen ohne Grenzen » regle unter anderem die Fernsehwerbung und bezwecke die Gewährleistung des freien Verkehrs von Fernsehsendungen in Europa. Aufgrund dieser Richtlinie sei es den Mitgliedstaaten auch untersagt, auf dem Staatsgebiet, auf dem die Fernsehsendungen empfangen würden, zusätzliche spezifische Bedingungen für den Empfang dieser Sendungen vorzusehen, wenn die betreffenden Fernsehanstalten bereits die Voraussetzungen des Ursprungslandes der Sendungen erfüllen würden. Die von der Regierung der Französischen Gemeinschaft geltend gemachte dreizehnte Erwägung sei im Rahmen dieses Kontextes zu betrachten und könne die Wirksamkeit der vorgenannten Grundsätze nicht beeinträchtigen.

Es sei darauf hinzuweisen, daß die Regierung der Französischen Gemeinschaft nichts gegen den Antrag auf Unterbreitung einer Vorabentscheidungsfrage an den Europäischen Gerichtshof einzuwenden habe.

A.15. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft bringe hinsichtlich des dritten Klagegrunds keine Verteidigungsmittel vor und erkläre, sich nach dem Ermessen des Hofes zu richten; demzufolge sei davon auszugehen, daß der Klagegrund begründet sei.

A.16.1. Die von der Regierung der Französischen Gemeinschaft hinsichtlich des vierten Klagegrunds erhobene Einrede, in der die Unzuständigkeit des Hofes geltend gemacht werde, entbehre der faktischen und rechtlichen Grundlage.

Artikel 127 § 2 der Verfassung sei nämlich eindeutig eine Bestimmung, die die Zuständigkeiten der Gemeinschaftsräte, im vorliegenden Fall die örtliche Zuständigkeit definiere. Der Schiedshof sei dafür zuständig, die von den Gemeinschaftsräten unter Verletzung von Artikel 127 § 2 begangenen Zuständigkeitsüberschreitungen zu tadeln, insbesondere ein Dekret, mit dem ein Gemeinschaftsrat ausdrücklich Anspruch darauf erheben würde, eine Situation zu regeln, die sowohl außerhalb des Gebietes der Französischen Gemeinschaft als auch außerhalb des belgischen Staatsgebietes zu lokalisieren sei. Ähnlich verhalte es sich selbstverständlich dann, wenn die gleiche Wirkung implizit durch ein Dekret zustande gebracht werde. Das angefochtene Dekret schaffe eindeutig eine solche Sachlage. Dieses Dekret stelle nämlich nicht nur eine Zuständigkeitsüberschreitung im wahren Sinne des Wortes dar, sondern es berge einen virtuellen Konflikt *ratione loci* mit der Flämischen Gemeinschaft in sich. Dieselbe Bestimmung des angefochtenen Dekrets betreffe Sachlagen, die außerhalb des Staatsgebietes Belgiens zu lokalisieren seien, und Sachlagen, die innerhalb des Staatsgebietes, aber außerhalb des örtlichen Zuständigkeitsbereichs des Rates der Französischen Gemeinschaft zu lokalisieren seien, weshalb wenigstens ein virtueller Konflikt vorhanden sei.

A.16.2. Artikel 127 § 2 der Verfassung sei im vorliegenden Fall anwendbar, denn die Festlegung der fraglichen Steuer sei eng mit der Ausübung einer kulturellen Zuständigkeit im Sinne von Artikel 127 § 1 der Verfassung durch den Rat der Französischen Gemeinschaft verbunden. Man könne somit die Rechtsauffassung vertreten, daß die Artikel 62 ff. des Programmdekrets die kombinierte Ausübung einer durch Artikel 127 § 1 der Verfassung vorgesehenen Zuständigkeit und einer steuerlichen Zuständigkeit darstellen würden.

In der — übrigens unzutreffenden — Annahme, daß man davon ausgehen sollte, daß die angefochtene Bestimmung nicht die kombinierte Ausübung einer in Artikel 127 § 1 der Verfassung vorgesehenen Zuständigkeit und einer steuerlichen Zuständigkeit darstellen würde, sondern daß es sich um eine reine Steuer handeln würde, so würden die Artikel 61 ff. des Programmdekrets dennoch gegen die Verfassung verstoßen.

In ihrem Schriftsatz vertritt die Regierung der Französischen Gemeinschaft die Auffassung, daß der Klagegrund unbegründet sei, soweit Artikel 127 § 2 der Verfassung nicht anwendbar sei, während die angefochtenen Bestimmungen eine Steuer einführen würden. Ein solches Argument laufe darauf hinaus, daß behauptet werde, daß es für die autonome Steuerkompetenz der Gemeinschaften keine territorialen Grenzen gebe bzw. daß wenigstens diese territoriale Grenze nicht durch Artikel 127 § 2 der Verfassung festgelegt worden sei.

Somit erhebe sich zum ersten Mal vor dem Schiedshof die Frage, ob es für die eigene Steuerkompetenz der Gemeinschaften eine territoriale Grenze gebe.

In einem Gutachten vom 16. Juli 1992 habe die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats geurteilt, daß « um (Artikel 170 § 2 der Verfassung) eine konkrete Tragweite zu verleihen, man notwendigerweise konkludieren muß, daß er es den Gemeinschaften erlaubt, landesweit Steuern zu erheben ».

Diese Meinung sei durch eine einheitliche Rechtslehre bestritten worden. An erster Stelle stehe fest, wie der Hof geurteilt habe, daß die Gemeinschaften ein eigenes Gebiet hätten. Dieses sei übrigens in den Artikeln 127 § 2 und 128 § 2 der Verfassung festgelegt worden. Dieses Gebiet sei dasselbe für die Ausübung der Steuerkompetenzen, denn die Gemeinschaften könnten nur unter Beachtung ihrer örtlichen Zuständigkeit Steuern einführen. Sie könnten auf keinen Fall eine außerhalb ihrer Grenzen erbrachte Dienstleistung mit einer Steuer belegen.

Artikel 170 § 2 der Verfassung bestimme, daß die Gemeinschaftssteuer durch ein Dekret eingeführt werden solle. Außerdem verhindere der Souveränitätsgrundsatz eine *ratione loci* unbeschränkte Steuerkompetenz der Gemeinschaften. Schließlich würde eine territorial unbeschränkte Gemeinschaftskompetenz auf steuerlicher Ebene im Widerspruch zum Grundsatz *non bis in idem* stehen.

Auch wenn die Regel *non bis in idem* jetzt nur fallweise zur Anwendung gebracht werde — so verbiete das ordentliche Gesetz vom 23. Januar 1989 es den Gemeinschaften und Regionen, Steuern in Angelegenheiten zu erheben, in denen bereits eine nationale Steuer erhoben werde —, stehe die Doppelbesteuerung im Widerspruch zum Grundsatz der Wirtschafts- und Währungsunion, dessen Beachtung durch die Gemeinschaften und Regionen bei der Ausübung ihrer Zuständigkeiten der Hof vorgeschrieben habe. Hilfsweise würde die Besteuerung einer außerhalb des Gebiets einer Gemeinschaft erbrachten Dienstleistung einen Verstoß gegen den in Artikel 143 der Verfassung verankerten Grundsatz der föderalen Loyalität, gegen den Grundsatz der Autonomie der Teilitäten sowie gegen Artikel 170 § 2 der Verfassung, der implizit die Regel der Territorialität der Steuer enthalte, darstellen.

A.16.3. Der Definition der die Steuer veranlassenden Tatsache seien noch einige Erwägungen zu widmen. Indem die Regierung der Französischen Gemeinschaft in ihrem Schriftsatz nämlich behauptete, daß « der Steuergegenstand der Empfang der Fernsehwerbung, die den in Artikel 62 § 1 des Dekrets bestimmten Kriterien entspricht, im französischen Sprachgebiet » ist, und indem sie hinzufüge, daß das Dekret « sich nicht in das Verhältnis zwischen dem Sender und den Auftraggebern der Werbesendungen einmischet », trete ein radikaler Umschwung ein, der weder mit dem Wortlaut des Dekrets vereinbar sei, noch mit den Vorarbeiten, denen zufolge die Dienstleistung den Gegenstand der Steuer bildet, und « deshalb wird nicht die Weiterverbreitung der Werbung ins Auge gefaßt, sondern vielmehr ihre Ausstrahlung ». Im übrigen sei auf die in der Klageschrift enthaltenen Ausführungen Bezug zu nehmen.

A.17.1. Der fünfte Klagegrund bestehe darin, daß behauptet werde, daß die fragliche Steuer entweder eine Steuer auf die Einkünfte aus der kommerziellen Werbung sei, oder eine Steuer auf die Dienstleistung, die der Fernsehsender dem Auftraggeber der Werbesendungen erbringe, ähnlich wie die föderale Mehrwertsteuer. In Wirklichkeit werde dem Programmdekret zur Vorwurf gemacht, daß es eine Steuer in einer Angelegenheit eingeführt habe, in der eine föderale Steuer erhoben werde.

A.17.2. Der Steuergegenstand sei das Element, das die Steuer veranlasse, die Situation bzw. die Tatsache, die dazu führe, daß die Steuer zu entrichten sei. Die Steuerbemessungsgrundlage betreffe den Betrag, auf dessen Grundlage die Steuer berechnet werde. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft verwechsle diese beiden Begriffe.

Im vorliegenden Fall stelle die Sendung der Werbung den Gegenstand der fraglichen Steuer dar. Die Dauer der Werbeeinblendung bilde die Steuerbemessungsgrundlage, denn die fragliche Steuer werde auf 1.500 Franken pro Minute festgesetzt.

A.17.3. Das Gesetz vom 23. Januar 1989 und Artikel 11 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 würden eine konkurrierende Steuer zugunsten des föderalen Steuerwesens ausschließen, denn die Gemeinschaften und Regionen seien nicht berechtigt, in Angelegenheiten, in denen der Staat eine Steuer vorsehe, Steuern zu erheben.

Der Gegenstand der fraglichen Steuer, und zwar die Dienstleistung, die die Sendung der Fernsehwerbung darstelle, werde mit einer föderalen Steuer belegt, und zwar mit der Mehrwertsteuer. In den beiden Fällen würden nicht unmittelbar die Einkünfte besteuert, sondern die Quelle der Einkünfte, d.h. die Dienstleistung, deren Gegenleistung die Einkünfte seien. Die Steuerbemessungsgrundlage sei unterschiedlich, denn im Falle der Mehrwertsteuer handele es sich um die Gegenleistung für die Dienstleistung der Sendung, wohingegen es im Falle der fraglichen Steuer um die Dauer der Sendung gehe. Der Gegenstand, der als einziger durch das Gesetz vom 23. Januar 1989 und durch Artikel 11 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 ins Auge gefaßt werde, sei derselbe, denn in den beiden Fällen handele es sich um die Sendung der Werbung.

— B —

Zur Hauptsache

B.1. Die ersten drei Klagegründe beruhen auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung — hinsichtlich des zweiten Klagegrunds — mit anderen Vorschriften des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere Artikel 6, und mit der europäischen Richtlinie « Fernsehen ohne Grenzen » 89/552/EWG vom 3. Oktober 1989 in der durch die Richtlinie 97/36/EG vom 30. Juni 1997 abgeänderten Fassung und — hinsichtlich des dritten Klagegrunds — mit Artikel 170 § 2 der Verfassung.

Der vierte und der fünfte Klagegrund beruhen auf einem Verstoß gegen die Zuständigkeitsvorschriften.

Die Prüfung der Übereinstimmung der angefochtenen Vorschriften des Dekrets mit den Zuständigkeitsvorschriften muß der Prüfung der Vereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vorausgehen.

B.2. Der vierte Klagegrund geht von einem Verstoß gegen Artikel 127 der Verfassung, insbesondere gegen dessen § 2 aus. Diese Verfassungsbestimmung ist eine Regel der örtlichen Zuständigkeit.

Der fünfte Klagegrund beruht auf einem Verstoß gegen Artikel 170 § 2 der Verfassung, gegen Artikel 11 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen sowie gegen das Gesetz vom 23. Januar 1989 bezüglich der Steuerkompetenz im Sinne von Artikel 110 §§ 1 und 2 der Verfassung (jetzt Artikel 170 §§ 1 und 2).

Der Hof ist der Ansicht, daß im vorliegenden Fall die Prüfung der Übereinstimmung der angefochtenen Vorschriften des Dekrets mit den Regeln der sachlichen Zuständigkeit der Prüfung der Übereinstimmung der fraglichen Bestimmungen mit den Regeln der örtlichen Zuständigkeit vorausgehen muß. Er prüft demzufolge zunächst den fünften Klagegrund.

Hinsichtlich des fünften Klagegrunds

B.3. Artikel 62 § 1 des Dekrets vom 25. Juli 1996 bestimmt folgendes:

« Es wird eine Steuer auf Fernsehwerbung eingeführt,

a) die von einer Fernsehanstalt gesendet wird, deren Einschaltquote im Jahresdurchschnitt im französischen Sprachgebiet über zehn Prozent liegt, und

b) die durch Kabelnetze oder durch Satelliten übertragen und im französischen Sprachgebiet empfangen wird. »

Artikel 62 § 2 bestimmt folgendes:

« Die Regierung kann die in § 1 a) genannte Quote nach eingeholtem Gutachten der Werbeethikkommission der Französischen Gemeinschaft anpassen. »

Artikel 64 bestimmt folgendes:

« Die Steuer wird festgesetzt auf 1.500 Franken pro Minute Fernsehwerbung, auf die sich Artikel 62 § 1 bezieht und die während des Bezugsjahres gesendet wird. »

Artikel 65 § 1 bestimmt folgendes:

« Die Steuer ist von der Fernsehanstalt, die die Fernsehwerbung sendet, zu entrichten. »

B.4. Artikel 170 § 2 der Verfassung bestimmt folgendes:

« Eine Steuer zugunsten der Gemeinschaft oder der Region darf nur durch ein Dekret oder durch eine in Artikel 134 erwähnte Regel eingeführt werden.

Hinsichtlich der in Absatz 1 erwähnten Besteuerungen bestimmt das Gesetz die Ausnahmen, deren Notwendigkeit erwiesen ist. »

Aufgrund dieser Bestimmung verfügen die Gemeinschaften und Regionen über eine eigene Steuerkompetenz. Artikel 170 § 2 Absatz 2 der Verfassung räumt dem föderalen Gesetzgeber jedoch die Zuständigkeit ein, hinsichtlich der Steuerkompetenz der Gemeinschaften und Regionen die Ausnahmen zu bestimmen, « deren Notwendigkeit erwiesen ist ». Der föderale Gesetzgeber kann demzufolge bestimmen, welche Steuern nicht von den Gemeinschaften und Regionen erhoben werden dürfen.

B.5.1. In Anwendung von Artikel 1 § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen verfügen die Flämische Gemeinschaft und die Französische Gemeinschaft über folgende Finanzmittel:

a) die Steuern, die aufgrund des durch Artikel 170 § 2 der Verfassung vorgesehenen eigenen Steuerwesens eingeführt worden sind;

- b) die nichtsteuerlichen Einnahmen;
- c) die steuerlichen Einnahmen im Sinne des vorgenannten Sondergesetzes vom 16. Januar 1989;
- d) die zugewiesenen Teile des Aufkommens von Steuern und Abgaben;
- e) die Anleihen.

B.5.2. Zur Lösung des vorliegenden Streitfalls prüft der Hof nur den Umfang der sachlichen Zuständigkeit der Gemeinschaft (Artikel 170 § 2 der Verfassung), unbeschadet der Tragweite dieser Zuständigkeit unter dem Blickwinkel ihres örtlichen Anwendungsbereichs.

B.5.3. In Anwendung von Artikel 170 § 2 Absatz 2 der Verfassung bestimmt der im Klagegrund ins Auge gefaßte Artikel 1 des Gesetzes vom 23. Januar 1989 folgendes:

« In den Fällen, die nicht in Artikel 11 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen vorgesehen sind, sind die Räte weder dazu ermächtigt, Steuern in Angelegenheiten, die Gegenstand einer Besteuerung durch den Staat sind, zu erheben, noch Zuschläge auf Steuern und Abgaben zugunsten des Staates zu erheben, noch Ermäßigungen derselben zu gewähren ».

B.5.4. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich folgendes:

a) Den Gemeinschaften und Regionen wird durch die Verfassung selbst eine eigene Steuerkompetenz eingeräumt, unter dem ausdrücklichen Vorbehalt, daß das Gesetz die Ausnahmen, deren Notwendigkeit erwiesen ist, nicht bestimmt hat bzw. nicht nachträglich bestimmt.

b) Den Gemeinschaften und Regionen wird außerdem das Aufkommen bestimmter föderaler Steuern sowie eine zusätzliche und beschränkte Steuerkompetenz durch das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 zugewiesen.

c) Die Gemeinschaften und Regionen dürfen allerdings keine Steuern in Angelegenheiten erheben, die den Gegenstand einer föderalen Steuer bilden. Sie « können in unberührten Angelegenheiten Steuern erheben » (*Parl. Dok.*, Senat, 1988-1989, Nr. 562-2, S. 160).

B.6.1. In ihrem Schriftsatz behauptet die Regierung der Französischen Gemeinschaft, daß die Tatsache, die zur fraglichen Steuer Anlaß gibt, d.h. der Steuergegenstand, « der Empfang der Fernsehwerbung, die den in Artikel 62 § 1 des Dekrets bestimmten Kriterien entspricht, im französischen Sprachgebiet » ist.

B.6.2. Eben aus dem Wortlaut der Artikel 62 § 1 und 65 des angefochtenen Dekrets wird ersichtlich, daß der Gegenstand der fraglichen Steuer die Sendung der Werbung durch eine Fernsehanstalt ist. Dies wird im Kommentar zu Artikel 53 des Entwurfs bestätigt, aus dem Artikel 65 des Programmdekrets hervorgegangen ist; dieser handelt von der « Dienstleistung, die den Gegenstand der Steuer auf Fernsehwerbung darstellt, die durch Kabelnetze oder durch Satelliten übertragen wird und somit das Publikum der Französischen Gemeinschaft erreicht. Deshalb wird nicht die Weiterverbreitung der Werbung ins Auge gefaßt, sondern vielmehr ihre Ausstrahlung » (Kommentar zu den Artikeln, Dok., Rat der Französischen Gemeinschaft, 96-1 (1995-1996), S. 11).

Es sei übrigens nicht einzusehen, wie der Empfang der Werbesendung durch den Fernsehzuschauer im vorliegenden Fall den Steuergegenstand bilden könnte, da eben nicht der Zuschauer die Steuer zu entrichten hat und der Steuerpflichtige, d.h. die Fernsehanstalt, nicht der Empfänger der Werbesendung ist. Außerdem, auch in der Annahme, daß die Werbesendung überhaupt nicht empfangen wird, wird die Steuer von der Anstalt, die die Sendung ausgestrahlt hat, zu entrichten sein, einzig und allein vorausgesetzt, daß die Einschaltquote im Jahresdurchschnitt im französischen Sprachgebiet über zehn Prozent liegt.

B.7.1. Der Steuergegenstand ist das Element, das die Steuer veranlaßt, die Sachlage oder Tatsache, die dazu führt, daß die Steuer zu entrichten ist. Der Steuergegenstand unterscheidet sich von der Steuerbemessungsgrundlage, die der Betrag ist, auf dessen Grundlage die Steuer berechnet wird. Eben hinsichtlich der Angelegenheiten, die bereits Gegenstand einer föderalen Steuer sind, dürfen die Gemeinschaften und Regionen keine neue Steuer einführen.

B.7.2. Der Hof stellt fest, daß die Ausstrahlung der Werbung in Wirklichkeit mit einer doppelten Steuer belegt wird, und zwar einerseits mit einer föderalen Steuer, der Mehrwertsteuer, kraft Artikel 18 § 1 Nr. 14 des Mehrwertsteuergesetzbuches, der « die Geschäfte der Rundfunk- und Fernsehverteilungsunternehmen und der Telekommunikationsunternehmen » mit dieser Steuer belegt; andererseits gibt es eine Gemeinschaftssteuer, die fragliche Steuer, kraft Artikel 62 § 1 des Dekrets vom 25. Juli 1996, der « eine Steuer auf Fernsehwerbung, die von einer Fernsehanstalt gesendet wird » einführt. In den beiden Fällen handelt es sich um den gleichen Gegenstand, der vom Föderalstaat und von der Französischen Gemeinschaft besteuert wird, und zwar die Sendung einer Werbeeinblendung durch eine Fernsehanstalt.

B.8. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß der angefochtene Artikel 62 § 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft eine Steuer in einer Angelegenheit einführt, in der bereits eine föderale Steuer erhoben wird. Er verletzt also Artikel 170 § 2 der Verfassung und das Gesetz vom 23. Januar 1989, die verbieten, daß die Gemeinschaften eine Steuer in einer Angelegenheit erheben, in der bereits eine föderale Steuer erhoben wird.

Der fünfte Klagegrund ist begründet.

B.9. Da die übrigen angefochtenen Bestimmungen des Dekrets mit dem angefochtenen Artikel 62 § 1 verbunden sind, sind sie folgerichtig für nichtig zu erklären.

B.10. Die übrigen Klagegründe brauchen nicht geprüft zu werden, da sie zu keiner weiterreichenden Nichtigkeitsklärung führen könnten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt die Artikel 61 bis 78 und 82 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 25. Juli 1996 über verschiedene Maßnahmen bezüglich der Haushaltsfonds, der Schulgebäude, des Unterrichts und der audiovisuellen Medien für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Januar 1998.

Der stellv. Kanzler,
R. Moerenhout.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.